

la gueule ouverte

**BIENTOT
HIROSHIMA
DANS VOTRE
JARDIN**



LE SCANDALE DE LA SEMAINE

LE "NEW-YORK TIMES" ACCUSE LA COMMISSION AMERICAINE
DE L'ENERGIE ATOMIQUE D'AVOIR DISSIMULE LE VERITABLE
DANGER DES CENTRALES NUCLEAIRES

NEW-YORK, 12 NOVEMBRE, (AFP)

LA PUISSANTE "COMMISSION AMERICAINE DE L'ENERGIE ATOMIQUE"(AEC)
A TOUT FAIT PENDANT DES ANNEES POUR DISSIMULER AU PUBLIC LES DANGERS
REELS QUE FONT COURIR LES CENTRALES NUCLEAIRES. C'EST L'ACCUSATION
QUE VIENT DE PORTER LE"NEW-YORK TIMES", AVEC LETTRES ET DOCUMENTS
A L'APPUI. LE QUOTIDIEN AMERICAIN CITE NOTEMMENT LE CAS D'UN RAPPORT
CONNU SOUS LE NOM DE " RAPPORT WASH -740", PARVENU A LA COMMISSION
VOICI PLUSIEURS ANNEES ET ETABLISSANT QUE LES EFFETS D'ACCIDENT
GRAVE" SURVENANT DANS UNE CENTRALE NUCLEAIRE POURRAIENT ETRE
SIMILAIRES A CEUX D'UNE ARME ATOMIQUE " DE BONNE TAILLE";PLUSIEURS
DIZAINES DE MILLIERS DE VICTIMES ET DES DESTRUCTIONS SUR UNE
SUPERFICIE COMPARABLE A CELLE DE LA PENNSYLVANIE. LA COMMISSION
ECRIT LE " NEW-YORK TIMES ", A RETARDE DE DIX ANS LA DIFFUSION DE
CE TEXTE ET A FINI, A CONTRE COEUR, PAR N'EN PUBLIER QUE DES EXTRAITS
ACCOMPAGNES DE COMMENTAIRES QUI EN ATTENBENT LES EFFETS.

LES REVELATIONS DU QUOTIDIEN NEW-YORKAIS FONT SUITE A DE
NOMBREUSES CRITIQUES FAITES DEPUIS LONGTEMPS SUR LE ROLE AMBIGU
DE LA COMMISSION. CES CRITIQUES SE FONDAIENT SUR LE FAIT QUE L'AEC
ETAIT JUSQU'A CES DERNIERS MOIS A LA FOIS RESPONSABLE DE LA PRO-
MOTION DE L'INDUSTRIE NUCLEAIRE ET DE L'ETUDE DES PROBLEMES DE
SECURITE. CE QUI NE POUVAIT ALLER SANS CONTRADICTIONS. ELLES
ONT ABOUTI RECEMMENT SUR DECISION DU CONGRES A LA SCISSION DE LA
COMMISSION EN DEUX AGENCES INDEPENDANTES.

PE-AFP/ LR 05hI7

Les réacteurs nucléaires commandés par l'Etat français sont
de type américain avec un détail supplémentaire; ils sont d'une
puissance supérieure; C'est l'EDF, service public, qui en assume
la construction, et c'est toujours l'EDF qui, avec le CEA, service
public, est chargé des problèmes de sécurité.

La surface de la Pennsylvanie, c'est la quart de la France.



ISABELLE MONTE EN CHAIRE

*Il faudrait cesser de se renvoyer la balle,
chacun attendant que l'autre marque le point.*

COUP de téléphone d'une copine, prof dans un CES: «Bof! Y va encore rien se passer le 19. Ça va pas être de nouveau mai 68, c'est triste...». Excuse-moi, mais tu me dégoutes un peu, profinette. Tu attends un frisson tout esthétique que tu n'es pas capable de te procurer toi-même et que tu demandes à qui, toi qui n'a même pas pris la peine de voter au printemps dernier? Ben pardi, à ce con d'ouvrier. Mais ce rateur n'a pas le sens scénique: il va encore loucher son entrée et sa sortie et te laisser toute frustrée, sur le balcon d'où tu le regardes se démerder... **Société du spectacle.** On est bien tous les mêmes.

Il nous faut de l'événement, du sensationnel, du sanglant si possible, en tout cas de l'émouvant. Que des milliers de travailleurs soient, chaque jour de leur vie, ligotés à leur tâche par la misère dans laquelle une société habile les maintient, ça, ce n'est pas un «événement». Ça en devient un, à la rigueur, quand Poniatowski leur envoie ses flics, mais un tout petit: il n'y a pas eu de morts. Il ne se passe rien dans ta rue, prof.

Ce n'est pas un «événement» non plus quand, dans l'ombre, la douleur et la peur, des milliers de femmes avortent clandestinement chaque jour. Ça en deviendra un quand une Gisèle Halimi ou d'autres militantes paieront de leur personne pour poser nos ovaires sur la table. Tout petit événement vite rentré dans l'ordre morne: les hommes s'en occupent, discutent notre liberté pour en faire une loi qui ne nous concerne en rien. Il ne se passe rien chez ton concessionnaire Prénatal, prof.

Il ne se passe rien non plus dans ton salon quand, dans un pays voisin, l'Espagne, des hommes et des femmes sont arrêtés, mis au secret, ignominieusement torturés?... Rien non plus quand, sur la même planète où toi, tu surveilles ta ligne, des hommes et des femmes souffrent cruellement de malnutrition et meurent chaque jour, de faim?... Dors bien, prof, en attendant «l'événement».

DISCUSSION avec un copain, ouvrier dans une petite entreprise métallurgique de la région parisienne: «Très bien, me dit-il, ton article de la semaine dernière. Théoriquement juste, bien écrit et tout et tout. Seulement, sans aucun rapport avec la réalité que nous, les ouvriers, nous vivons chaque jour. Tu reproches à Séguy de n'avoir pas des idées

grandioses. Mais c'est que, nous, dans l'immédiat, on n'en a pas besoin, d'idées grandioses: on a juste besoin d'un peu plus de fric pour suivre l'augmentation de la vie, et on a besoin de conditions de travail satisfaisantes. Parce que nos vies, que tu le veuilles ou non, que ça soit bien ou non, c'est le boulot, le boulot, le boulot, et puis les comptes à 10 francs près à la fin du mois. La qualité de la vie, le Tiers-monde, très bien. Mais faudrait avoir le temps et les moyens d'y penser.

«Tiens, prends ma belle-sœur. Tu la connais (voir «Banalités» par Danielle, GO n° 25) seule avec ses 5 gosses et son salaire de 1.250 F mensuel. Le mois dernier, elle est tombée malade. La doctoresse lui donne dix jours d'arrêt de travail. Comme elle n'a pas un an de présence, ses

«Alors, bien sûr, je sais que tout se tient, et que, fondamentalement, nous avons tort de ne pas voir plus loin que le fond de notre porte-monnaie. Mais, pour être politique au sens où tu l'entends, il faudrait qu'on ait le temps de réfléchir et qu'on ait eu le temps, gosses, d'être un peu plus instruits. Tiens, prends ma nièce d'Abbeville. Une bonne gamine. Toujours la première de sa classe au CES. Elle se marie toute jeune, travaille comme ouvrière et puis tombe presque tout de suite enceinte. Par là dessus, son mari part au service. Elle, sa boîte opère une récession, les derniers arrivés sont licenciés. Elle s'inscrit au chômage, pointe bien régulièrement. Le jour où elle y va pour toucher son fric, une employée consciencieuse compte les jours de travail qu'elle a fait avant d'être

«Tu vas me dire qu'elle se démène comme un manche, ma nièce. Qu'elle ne choisit pas sa vie, qu'elle n'est pas responsable d'elle-même et qu'elle ne connaît même pas ses droits ni la pilule. C'est vrai. Pourtant, elle est intelligente, je te dis, elle a même le BEPC. Seulement, au programme du BEPC, s'il y a Molière et la théorie des ensembles, il n'y a pas l'instruction civique. On achète, c'est obligatoire, un beau livre à la rentrée, mais on ne l'ouvre pas de l'année.

«Les gosses qui sont allés à l'école obligatoire jusqu'à 16 ans ne connaissent ni leurs droits ni leurs obligations, ne savent pas comment fonctionne la société dans laquelle, tout de suite, ils jouent un rôle. Et c'est pas vous, dans vos journaux, qui en parlerez, de l'instruction «civique». Pour vous, «civique», c'est pas chic, ça sonne comme «patriotique» ou «républicain».

«Non, y a pas moyen de s'entendre. Les intellectuels reprocheront toujours à l'ouvrier d'être con, borné, mesquin et de faire, par complicité tacite, marcher le capitalisme. Comme si vous n'étiez pas complices, vous aussi, comme s'il ne vous faisait pas vivre... Et l'ouvrier reprochera toujours aux intellectuels de ne pas se mettre à sa portée, le comprendre et voir que c'est toujours les mêmes qui prennent les risques et qui subissent les conséquences de tout.

«Tu souhaites que les grèves se radicalisent. Moi aussi, je le souhaite. Mais je suis dingue de le souhaiter, parce qu'on sait bien que c'est les copains ouvriers qui paieront les pots cassés... Y a rien à faire».



jours d'absence ne lui sont pas payées par le patron, mais par la sécu. Eh bien, c'est la loi, c'est comme ça y a rien à dire, si t'es pas content c'est pareil, sur ses dix jours d'arrêt ordonnés par le médecin, la sécu lui a payé seulement sept demi-journées... Bon. Elle reprend le boulot. Merde, au bout de deux jours, rechute. La doctoresse, qui ne veut pas la voir crever et qui a raison, lui ordonne de nouveau huit jours, dont la sécu ne payera que cinq demi-journées. Tu crois qu'elle demande à Séguy d'être écologiste, ma belle-sœur? Avec ce qu'il lui reste comme paye à la fin du mois, son problème, c'est pas de bouffer bio ou d'être libérée sexuellement, c'est de faire vivre ses gosses, à qui on ne fera cadeau ni d'un ticket de cantine, ni d'une cotisation de coopérative ni d'une paire de baskets réglementaire...

licenciée, en soustrayant les samedis, dimanches et jours fériés. Ça ne fait pas le compte, à trois ou quatre jours près: elle n'a pas droit aux indemnités de chômage.

Elle cherche du boulot, bien sûr, mais chaque fois on la refuse parce qu'elle est enceinte. Ses primes de maternité? Tu ne vas pas me croire, mais elle n'y a pas droit non plus parce qu'elle a déclaré ça trop tard (le toubib n'était pas sûr que c'était une grossesse). Voilà donc une gamine, enceinte, complètement sans ressources. Heureusement, sa mère (femme au foyer, mari ouvrier, six gosses) est brave, la nourrit et finance les perms du petit mari soldat. Lui, c'est pareil: avec une femme enceinte, il aurait pu ne faire que 10 mois de service.

Mais il ne le savait pas, sa demande a été faite trop tard: refusée!...

RIEN à faire? je n'en suis pas si sûre. Rien à faire si nous, les intellectuels, on continue à considérer la vie comme un spectacle à sensation où nous sommes bien plus souvent spectateurs qu'acteurs. Mais si on passait à l'action à notre niveau? Là où, justement, ça nous fait bander? Si on multipliait les réseaux de distribution de bouffe, les centres d'orthogénie, les crèches sauvages, que sais-je encore, toutes les structures parallèles qui ont l'avantage de ne pas engraisser le capitalisme, d'être des endroits où les problèmes sont discutés en commun, et enfin, d'être les chaînes permettant une véritable solidarité matérielle en cas de crise?

Si on cessait un peu de se payer de mots pour commencer à faire des choses, et sur une grande échelle?

Isabelle

LES PAYSANS TRAVAILLEURS: VERS UNE NOUVELLE JACQUERIE



« On se mouche, on se mouche, mais on en pense pas moins ».

« Oui à l'organisation nationale des Paysans travailleurs ! » Telle est la décision qui a été retenue aux journées des Paysans travailleurs, les 19 et 20 octobre, à Rennes. Pour coordonner les luttes et les amplifier, pour s'exprimer au niveau national, pour imprimer l'analyse politique de la situation des paysans, pour rejoindre les autres travailleurs en lutte, autant d'objectifs que cette poignée de paysans contestataires sont résolus à réaliser.

Les Paysans travailleurs confirment et précisent l'installation de deux d'entre eux sur le Larzac. Si les débats engagés avec les propriétaires dont la terre est libre échouent, ils s'affirment prêts à engager l'épreuve de force, c'est-à-dire, en accord avec les 103, à occuper les terres sans titre. Ils s'engagent également à faire face aux problèmes matériels et financiers qui découleront de cette installation notamment par le lancement d'une souscription et l'appel à des prêts de militants.

L'unité de la paysannerie est un leurre. Depuis deux ans le mouvement des Paysans Travailleurs le démontre par les luttes résolument politiques qu'il mène : la grève du lait, les actions viande, le Larzac, la lutte des producteurs dans les coopératives, les luttes foncières, et le soutien des ouvriers au Joint français et à Lip Cerisay. C'en est fini de l'idéologie du paysan petit patron, car petit propriétaire, qui rendait tout paysan conservateur et réactionnaire. Depuis la grève du lait en 1972, le mythe de l'unité de comportements et d'intérêts des agriculteurs a éclaté. Enfin, pourrait-on dire, car pendant des siècles le mythe de l'unité du monde paysan a toujours été un argument conservateur. Il a toujours été utilisé par la droite pour éliminer les oppositions qui sont accusées de faire de la politique, donc de briser l'unité.

Voici ce qu'en disait M. Pierre Cormorèche, secrétaire général de la Fédération nationale des Syndicats d'Exploitants agricoles dans son « rapport moral » (sic), lors du 28^e Congrès de l'Organisation des 26, 27, 28 mars 1974, à Nancy : « Ce rapport moral est une occasion pour nous de rappeler qu'il n'y a pas plusieurs syndicats agricoles en France, mais un seul, la quasi-totalité des agriculteurs conservant le souci de l'unité syndicale. » 65% des votes aux élections des Chambres d'Agriculture vont à la FNSEA. « N'est-ce pas là la meilleure réponse aux timides et aux nostalgiques de l'anarchie ? Qui conteste le caractère unitaire et fort de notre syndicat ? » Notons simplement en réponse à ces chers rapporteurs moraux, que l'appartenance, à leur syndicat facilite l'obtention de prêts et aides, des organismes officiels, pour ne pas dire qu'elle est une condition sine qua non !

Ce monopole syndical en agriculture a été créé et maintenu par les Pouvoirs publics qui ne reconnaissent que la FNSEA et le Centre national des Jeunes agriculteurs, sa petite sœur, pour représenter les agriculteurs français. Face aux syndicats officiels, les Paysans travailleurs affirment que la politique de collaboration avec les Pouvoirs publics conduit à un simple aménagement de l'exploitation des agriculteurs par les patrons de l'industrie et du commerce agricoles. Pour eux, il s'agit de préconiser une alliance de classes entre les paysans et les ouvriers, en rupture totale avec les organisations agricoles traditionnelles.

Qui sont les paysans travailleurs ?

Tous ces contestataires se définissent en disant : « Si j'avais su, j'aurais pas venu ! », ou encore plus précisément, « nous refusons de faire du profit, de nous agrandir et de croître sur le dos des autres paysans considérés comme non rentables. Ayant pour la plupart appliqué et favorisé, dès 1960, l'idéologie

moderniste et productiviste que préconisent l'État et le Centre national des Jeunes agriculteurs, ces paysans ont compris qu'ils ont été bernés. La jeunesse catholique au travers de l'Institut de formation des cadres paysans créée par le CNJA, les avait conditionnés à admettre que l'indemnité viagère de départ leur permettrait de prospérer, grâce à la disparition des petits exploitants dans l'intérêt général. La loi de la jungle était vécue ainsi comme une grande œuvre sociale ! Dix ou quinze ans après cette construction d'une agriculture moderne, certains paysans ont fait les comptes, et se sont aperçus qu'ils travaillent et s'endettent plus que leurs parents, sans voir leur revenu augmenter. Pour être rentables et compétitifs, ils ont dû emprunter tellement qu'ils ne savent plus maintenant pour qui ils travaillent ; est-ce pour eux ou pour le Crédit Agricole ?

En outre, ces Paysans Travailleurs ont compris qu'ils ont perdu tout pouvoir de décision au niveau de leur production, au profit des industries agricoles et alimentaires. En définitive, ils sont des prolétaires comme les autres parce qu'ils ne possèdent plus leur outil de travail : la terre qu'ils passent leur vie à payer et ne rémunèrent pas leur travail du fait des industries et firmes alimentaires qui prennent leur marge bénéficiaire sur leurs dos. En 1972 les Paysans travailleurs ont constaté que le prix de vente de leur lait aux coopératives était inférieur à leur prix de revient !

Une stratégie directe :

L'objectif majeur des Paysans Travailleurs est de réaliser l'alliance des paysans exploités par les industries capitalistes privées, ou par leurs coopératives, avec les ouvriers en dehors de leurs organisations syndicales. Une alliance qui doit se faire avant tout dans les luttes communes, en particulier avec les salariés agricoles, et les ouvriers des firmes amont et aval de l'activité agricole. Pour ce faire, le mouvement, devenu syndicat national des PT aux Journées de Rennes les 19 et 20 octobre dernier, est constitué de groupes de base au niveau des cantons ou des régions qui ont, seuls, le pouvoir de décision lors des luttes à mener. Et les Paysans Travailleurs engagent de nombreuses luttes foncières sur la base de cette affirmation : chaque fois qu'une exploitation disparaît, c'est un licenciement. Les paysans d'Ardèche connaissent bien les licenciements collectifs ; tous les ans de nombreux départs, tous les ans des cumulards et spéculateurs qui s'installent, tous les ans le pays qui fout le camp. Ouvriers et paysans maintiendront l'emploi pour tous et la vie dans leur région. Telles sont les déclarations que l'on trouve dans le journal des PT : « Vent d'Ouest » (1) au milieu des analyses de la situation agricole, et d'une foule d'articles relatant les nombreuses luttes en cours sur tout le territoire. En voici un extrait parmi d'autres : « Le matin à 7h30 sur la route de Nantes-La Roche, nous étions une cinquantaine à attendre les camions... En une heure, nous avons déjà arrêté trois camions... à 10h, nous avons commencé la distribution de la viande dans un grand magasin de La Roche-sur-Yon où les salariés sont en grève, et dans une usine de la région où les contacts et les actions communes ouvriers-paysans sont déjà développés. Récemment, la section CFDT a apporté son appui et a participé à un pique-nique pour l'installation de deux fermiers sur des terres reprises par le propriétaire. »

Les Paysans Travailleurs sont parvenus en peu de temps à former une force sociale imprimée d'une analyse politique de l'agriculture ce qui est déjà en soi une véritable révolution. Il nous a en effet rarement été donné d'entendre ces paroles dans la bouche d'un paysan : « Il y a 10 ans, on nous disait : changez vos méthodes de travail, investissez, adoptez de nouvelles techniques, mécanisez-vous... Vous produirez plus et vous vivrez mieux ! Aujourd'hui-

hui nous produisons plus, mais nous travaillons toujours autant et notre revenu baisse. Qui en profite ?

— Les firmes de transformation: comme FLEURY-MICHON, mille ha et un château en Charentes, dont le directeur déclare que 1974 est une excellente année pour les actionnaires.

— Les mandataires, abatteurs et saisonniers, qui ont empoché plus de 20 milliards de profits en trois mois, rien que sur le porc.

— Les fabricants d'engrais, de matériel, de produits vétérinaires (parfois le coût du produit représente à peine 20% du prix de vente).

— Les centrales d'achats, et les grandes surfaces, qui imposent la rationalisation du mode de distribution, qui paient les produits plusieurs semaines après réception, et qui imposent des salaires de misère à leurs employés, comme c'est notamment le cas à la COOP de la Roche-sur-Yon.

— Le Crédit Agricole, une banque comme les autres, qui impose ses normes de rentabilité, pousse à investir, sans se soucier de la situation désastreuse dans laquelle il met de plus en plus de paysans.

Ce sont tous ces gens qui s'approprient les fruits du travail des paysans, et comme par hasard ce sont les mêmes qui s'approprient les fruits du travail des ouvriers ! »

Où va-t-on avec les Paysans Travailleurs ? Depuis les 19 et 20 octobre dernier une force sociale d'une ampleur nationale se dessine. Nicole Lefur, qui tient un atelier de production de porcs, avec son mari près de Ploumoguer, nous explique comment elle vit son action au sein des Paysans Travailleurs.

Q: Pourquoi et comment es-tu rentrée aux Paysans Travailleurs ?

R: D'abord par le biais du CDJA, où j'ai bossé et où j'ai rencontré des gars qui sont aux Paysans Travailleurs, ce qui m'a amenée à connaître leurs positions. Ensuite j'ai pu constater qu'il ne fallait pas compter sur le syndicalisme traditionnel pour poser les problèmes de fond, tels que ceux qu'on soulève aux Paysans Travailleurs; c'est-à-dire les problèmes de toute la remise en cause du système capitaliste en termes de lutte de classes. En outre je pense que l'objectif de la FNSEA et du CNJA, ce n'est pas de remettre en cause le système, ni même à long terme de le changer, mais de s'y adapter et de l'améliorer de façon à en tirer le maximum de billes, un point c'est tout ! Notre objectif est tout à fait différent. Si on reprend la plate-forme des journées de Rennes, on voit bien qu'on bosse dans la recherche d'un changement de société, et qu'on veut une société socialiste. On n'a pas tellement précisé exactement ce qu'on voit comme type de système social, mais je pense que nous serons amenés tôt ou tard à le faire. De toute façon, ce qui me plaît chez les Paysans Travailleurs, c'est la pratique effective de la lutte de classes. On se bat sur la base du salaire, pour la rémunération de notre travail, dans le but à long terme de briser le système capitaliste.

Q: Crois-tu que les actions, dites « de choc », du CNJA et de la FNSEA, telles que blocages de routes et d'autoroutes, et gaspillage des marchandises sur la chaussée, sont positives ?

R: Par rapport à tout ce qui a été blocages de routes cet été, je pense que ça a été un fiasco; d'une part parce que ça n'a rien changé en ce qui concerne la rémunération du travail des paysans, et d'autre part parce que tous les travailleurs qui étaient en vacances à cette époque de l'année, ont été exaspérés d'être bloqués toutes les cinq minutes, et cela les rendra à l'avenir peu disposés à comprendre nos problèmes et à nous soutenir. Les syndicats officiels, contribuent ainsi à nous mettre à dos la population.

Par exemple, dans mon canton, on avait décidé de bloquer les camions des abatteurs et des firmes agro-alimentaires, la FNSEA ayant eu vent de notre projet, résolue, le jour même, d'organiser dans un canton voisin, où elle n'est pratiquement pas présente, un blocage de routes. Ils n'ont arrêté que

les touristes, et ont laissé passer les camions des grossistes et des firmes, alors que ce sont précisément eux qui sont responsables de la crise des paysans, parce qu'ils ont le pouvoir financier et politique. Les touristes sont devenus agressifs, d'autant plus que dans les semaines suivantes, le gouvernement a annoncé à grands renforts de publicité à la télé, une aide théorique de plusieurs milliards aux paysans, par le biais des aides à la truie, à la vache, et à compagnie... Je dis théorique, parce qu'en fait elle n'est pas apparue. Qu'est-ce qu'une « aide » de deux ou trois mille francs, pour nous qui avons des millions à découvrir sur notre compte ? Mais aux yeux de la population, surtout à cause de la télévision, c'est apparu comme une somme énorme donnée aux paysans, et la FNSEA, comme le CNJA, a marché à fond dans cette hypocrisie gouvernementale. Les syndicats officiels ont d'ailleurs toujours cautionné ce genre de truc.

l'interprofession laitière, ou je ne sais quels organismes officiels. Nous avons demandé aux paysans d'aller en face des industries du lait, qui nous l'achètent et le transforment, qu'elles soient coopératives ou privées d'ailleurs. Parce qu'on s'est aperçu aussi que les coopératives ne sont que des ficelles du système, et qu'elles n'améliorent en rien la situation des producteurs. En fait les coopératives sont des entreprises capitalistes comme les autres, qui exploitent les producteurs et leurs ouvriers.

Pour la viande, on a repris les mêmes méthodes de lutte, en attaquant directement les abatteurs et les transformateurs de viande, qui exercent un contrôle permanent sur les marchés. Nos actions les plus fréquentes consistent à bloquer les camions de viande et à distribuer la marchandise aux consommateurs. Mais on va jamais piailler devant les pouvoirs publics, parce qu'on sait bien que c'est de la fumisterie. Surtout lorsqu'on voit les mar-



Vente directe de viande

Q: Que penses-tu de la politique de concertation avec les pouvoirs publics, que pratiquent la Fédération et le CNJA ?

R: Je me suis rendue compte au CNJA, et beaucoup de camarades ont vécu la même expérience que moi, que très tôt l'État et les firmes, ont le dessus dans les négociations. Ce qui fait que les directions de ces syndicats s'organisent en fonction de cela, c'est-à-dire qu'elles ne font même plus de proposition, et préfèrent attendre les suggestions du gouvernement. C'est ainsi que j'ai constaté que les adhérents de ces syndicats, ont une mentalité d'assistés. Ce sont des quémandeurs résignés qui oublient de lutter. En réalité les syndicats officiels, qui sont soutenus par le pouvoir, servent d'intermédiaires entre les paysans et le gouvernement. Leurs dirigeants passent leur temps et leur énergie, à faire accepter les positions gouvernementales par les paysans.

Q: Quelle est la stratégie de lutte des Paysans Travailleurs ? Et comment la vis-tu dans ton secteur qui est l'élevage de porcs ?

R: Le premier principe de lutte pour nous, si on peut parler de principe, est de s'attaquer directement, et en masse à ce qui est la cause de nos difficultés. Il s'agit de montrer à ceux qui nous exploitent que nous n'avons pas l'intention de nous laisser écraser. Par exemple pendant la guerre du lait en 1972, on n'a pas demandé à deux ou trois types d'aller voir

chandages auxquels le gouvernement se prête, sur les exportations et les importations, sous couvert du Marché Commun.

Q: Par exemple ?

R: Prenons le système des montants compensatoires (2), les trafics que ce système permet sont tellement énormes qu'on se demande si c'est possible ! On sait bien que nous on n'a aucun pouvoir là-dessus. Seules les firmes agro-alimentaires tirent leur épingle du jeu des marchés européens. Nous on se refuse à jouer. Seulement d'autres le jouent volontiers, les abatteurs par exemple. Au marché au cadran de lundi dernier, ils n'ont pas voulu acheter de porcs, ou très peu, pour que lundi prochain on soit contraint de baisser nos prix de vente, parce qu'on ne peut pas garder nos bêtes qui ont l'âge d'abattage. Avec ça on ne s'y retrouve plus financièrement, nos prix de vente certaines semaines voisinent avec nos prix de revient ! Alors, à qui s'en prendre ? Eh bien aux responsables directs de l'exploitation des éleveurs, c'est-à-dire les abatteurs.

Q: Tu as parlé de ventes sauvages de viande, ou de distributions gratuites. Quels sont les réactions des consommateurs dans ce cas ? Vous soutiennent-ils ?

R: En général, bien sûr, ils sont favorables, mais je crois qu'ils savent que ces ventes sauvages sont de bonnes affaires pour eux.

Ils sont intéressés à ce point de vue là, parce qu'ils

sont aussi dans la merde, les salaires ne sont pas extravagants, mais on se demande si nos problèmes les intéressent vraiment, c'est une interrogation pour nous. Ils restent distants malgré le tract d'explication qu'on donne en même temps que la marchandise. Il nous est même arrivé de bloquer un camion de viande et de la distribuer gratuitement.

Q: Ne penses-tu pas que la souveraineté des groupes de base dans le mouvement des Paysans Travailleurs le rend très imprécis politiquement au niveau national pour ceux qui ne le connaissent pas, comme certains paysans à la FNSEA?

R: C'est un fait, aux journées de Rennes on l'a très bien ressenti; nous sommes loin d'être tous sur le même diapason politique. Il y a de gros décalages entre les régions et les différents groupes de Paysans Travailleurs. Comment expliquer cela? Je ne pense pas que ce soit dû au fait qu'on a uniquement des luttes à la base, sur des points précis qui sont déclenchées et menées par les gars concernés.

Q: Préférerais-tu que les Paysans Travailleurs soient plus organisés et structurés hiérarchiquement, pour favoriser une image politique cohérente, ou bien, conserver le mode de fonctionnement horizontal actuel?

R: Pas du tout, je préfère de loin notre système d'organisation horizontal actuel. Les groupes de base entreprennent et mènent les actions sans en référer auparavant aux autres. Ainsi je crois que c'est par une confrontation de ces luttes qu'on arrivera bien à donner une image cohérente de notre mouvement.

Ce qui nous manque tout de même, c'est une formation politique, enfin moi je le ressens assez, car à part quelques paysans et amis qui nous aident, la plupart des gars sont peu informés en politique. Je ne dis pas que cette formation politique soit indispensable pour se battre, mais elle nous rendrait pas mal de services, ne serait-ce qu'au niveau de l'analyse de la crise économique, et des aliénations qui en résultent. Ceci nous permettrait de mieux voir par quel bout et à quel moment on peut lancer des luttes, qui remettent vraiment en cause le système capitaliste.

Q: Votre journal, « Vent d'Ouest », n'est-il pas un instrument de formation déjà bien élaboré?

R: Oui, certainement, il apporte énormément à chacun de nous. Mais ce n'est pas suffisant, d'un point de vue pratique, je pense qu'il faudrait organiser des journées de travail entre nous, au niveau régional, dans le but d'une compréhension plus poussée de nos problèmes. Le seul hic, c'est le problème du temps; moi je fais de l'élevage de porcs, ce qui m'oblige à être là 24 h sur 24! Bien sûr, je pourrais prendre un type à la journée, pour me remplacer, mais à ce moment je l'exploiterais, ce qu'on évite justement de faire dans le mouvement!

Q: Les Paysans Travailleurs veulent établir des liens militants avec les luttes ouvrières. Peux-tu préciser cette idée? Des actions communes ont-elles déjà existé dans ta région?

R: Oui on a mené des luttes avec les ouvriers des coopératives et des industries laitières privées: depuis la grève du lait en 1972, on a des contacts assez fréquents avec les ouvriers de la coopérative laitière de Landernau. Tout a été déclenché, par la décision du conseil d'administration de la coopérative, de mettre au rancard sept paysans producteurs de lait. De plus cette sanction était motivée par le désir de bloquer l'action syndicale de ces sept gars. Cela a été une grave erreur, parce que finalement les chauffeurs laitiers ont accepté de poursuivre le ramassage de leur lait. C'était assez sympa de la part de ces ouvriers, et en définitive, cela nous a permis de forcer la réintégration des sept paysans. Réciproquement, quand les ouvriers d'une entreprise de la région décident de se mettre en grève, ils nous préviennent; de sorte qu'on organise ensemble leur soutien actif par la bouffe, etc.; ce qui leur permet d'être en position de force face aux patrons.

En définitive, on cherche toujours à lutter en commun avec les ouvriers, mais c'est pas facile, car le système est conçu pour nous monter les uns contre les autres.

Q: Que représente l'agrobiologie pour toi?

R: Pour faire du porc biologique, il faut être maître de sa production, or nous ne le sommes pas. Et c'est pour cela qu'on se bat. Nous sommes exploités, parce que le fruit de notre travail nous échappe. Dans ces conditions, l'agrobiologie ne peut s'adresser qu'à quelques paysans à cause des moyens financiers qu'elle nécessite. Pour tenir le coup au niveau de la production qui nous est demandée, pour rémunérer notre boulot, et pour rembourser les emprunts au Crédit Agricole, on est obligés de sortir une fin de production. Dans le système actuel, on n'arrive pas à sortir cette fin de production avec la culture biologique. Alors, on est obligé d'utiliser des antibiotiques pour les porcs.



Même les vaches font de la politique chez les paysans travailleurs.

La culture biologique, je ne la conteste pas pour sa qualité, au contraire je suis d'accord, mais je la critique à cause de son manque de support politique, qui la rend dangereuse. Les produits biologiques sont des produits de luxe que seuls les riches peuvent s'offrir. Il est dommage qu'elle entretienne les inégalités sociales. Et ça me gêne!

Q: Le progrès technique a été contesté aux journées de Rennes. Pourquoi?

R: Il a été contesté, en ce sens où il ne nous profite pas à nous paysans, mais aux industries alimentaires, et aux firmes qui nous vendent des machines. J'ai un copain qui avait une salle de traite à deux postes, (deux vaches). Et puis on lui a dit que ce n'était plus à la mode, et qu'il fallait au moins quatre postes. Alors il a fait des transformations qui lui ont coûté 10000 F. Il a donc pris un emprunt remboursable en trois ans, (le Crédit Agricole fait peu crédit!). En faisant son calcul, il s'est aperçu qu'il ne gagnait qu'une heure par jour avec son nouvel équipement. Calculé sur la base du SMIG, il y perdait encore; c'est-à-dire que même avec cette heure de gain, il n'arrivait pas à rembourser son emprunt. Finalement cet investissement ne lui a rien rapporté, car pendant cette heure, il devait bosser intensément pour la payer... En fait les améliorations

techniques qu'on peut faire, ne bénéficient qu'aux boîtes qui nous vendent le matériel.

D'autre part, le progrès technique entretient la concurrence, sert le pouvoir, et nous force à produire toujours plus. Le gouvernement nous serine en disant que dans tel coin, les paysans produisent plus que nous, et qu'on doit en fait autant. Aux Paysans Travailleurs, on a décidé de rentrer le moins possible dans cet engrenage, mais on y est quand même sinon on ne peut pas vivre de notre boulot, et il faut partir.

Par exemple, j'ai un copain qui a fait un emprunt au Crédit Agricole pour reprendre l'exploitation de ses parents. Au début, il avait vingt vaches. Avec l'inflation, il a été amené très tôt à en avoir vingt-cinq, pour payer l'annuité au Crédit. L'année suivante il a dû passer à trente vaches, et puis à quarante, etc. Il me disait, si je ne joue pas dans cette course à la production, dans dix ans, et même avant, je ne pourrai plus être paysan.

Effectivement il a tout à fait raison, car individuellement, on n'a pas le choix. C'est pour cela que les Paysans Travailleurs cherchent à refuser collectivement le progrès technique et la productivité à outrance. Je suis sûr qu'on peut dire NON, on arrête! Par exemple, si on estime qu'avec vingt vaches, on a suffisamment de boulot, et qu'on doit pouvoir vivre de ça, il est très possible collectivement d'obliger les abatteurs, les firmes, et l'État, à nous payer nos marchandises à des prix honnêtes. Il faut qu'on s'organise pour réaliser cette lutte, et la gagner, sinon on pourra toujours dire qu'on est pas d'accord, mais on continuera à jouer le jeu!

Q: Peux-tu nous expliquer la situation de la femme paysanne? Où en sont les femmes dans le mouvement de Paysans Travailleurs?

R: Les femmes sont considérées, comme des demi-UTH, sur l'exploitation, c'est-à-dire, comme une demi-unité de travailleurs. Cela signifie que pendant qu'on bosse sur l'exploitation, on est des travailleurs, mais après on ne l'est plus! Tout le boulot ménager, les gosses, etc., ce n'est pas considéré comme du travail. Personnellement, je suis mariée, j'ai deux enfants; mon cas est courant et très clair, car mon mari est exploitant, mais moi qui suis aussi exploitante, je ne suis pas considérée comme telle. Je suis seulement, « femme d'exploitant »! Pourtant sans mon boulot l'exploitation ne pourrait pas tourner. Puisqu'on se répartit le boulot au niveau de l'exploitation, il faut aussi se répartir le boulot au niveau de la maison, et des enfants.

Cette remise en cause de l'idée de femmes d'exploitantes, reste à faire au sein des Paysans Travailleurs. C'est à nous les femmes de bouger, pour que la prise en charge de tout le courant des Paysans Travailleurs se fasse par les femmes et par les hommes. Pour le moment le mouvement tombe encore dans le panneau phalocrate; aux journées de Rennes, il y avait peu de femmes paysannes, et deux d'entre-elles seulement ont pris la parole. Moi, parce que le type qui était prévu n'a pas pu venir, et une camarade qui a fait les compte rendus de travail sur notre journal « Vent d'Ouest ». C'est clair, les femmes s'occupent des relations publiques, on en est encore là!

Pour que ça change vraiment, il faut d'abord que les femmes prennent conscience de cette situation, et qu'ensuite elles s'imposent aussi bien sur l'exploitation que dans le mouvement des Paysans Travailleurs.

Propos de Mme Nicole Lefur
racontés à
Philippe Le Vilain

Note 1: Vent d'Ouest - B.P. 44033 Nantes-Cedex.
Abonnement 30 F - B.P. 1141, 44000 Nantes

Note 2: Le système des montants compensatoires a été élaboré dans le cadre de l'Europe agricole. Il permet grosso modo de garantir les prix à la consommation des produits agricoles, et non à la production: ainsi seules les firmes de transformation touchent des indemnités. Un exemple: le prix du yaourt est garanti, et les entreprises de transformation du lait empochant les aides, mais le lait n'est pas garanti et les producteurs ne touchent rien.



DE LA CIGOGNE...

...Quand l'école parallèle
s'appelait buissonnière...

Je suis contre l'éducation sexuelle. Il fallait s'y attendre.

- Ecrire des conneries pareilles à l'époque du programme commun!

Je suis contre l'éducation sexuelle, contre un discours fait à blanc et qui assèche le champ du poème. Plus de grenouilles pour les cigognes donc plus de cigognes.

Je ne sais pas si le groupe vivant dans mon village racontait encore ses histoires mais je me souviens que la troupe enfantine les inventait.

Nous voyions bien entendu, **quelque part**, mais qui n'était qu'un **part**, que l'homme saute la femme et que la femme saute l'homme et que le rapport homme-sauté, femme-sauté, dépendait du lieu: l'homme est sauté par la femme dans la vigne quand elle vient lui porter son casse-croûte, la femme est sautée par l'homme dans la buanderie quand elle a les bras mouillés - et elle se défend d'abord en lui donnant des coups avec un linge mouillé tortillé. **En dr Châmra**, dans la chambre, personne n'est sauté: la femme et l'homme brassent doucement l'air de la chambre et deviennent des cygnes chantants sous le gros édredon blanc.

Tout ça nous le savions parce que nous le voyions; nous pouvions avoir les yeux en face des trous puisque chaque jour déroulait ces images. Dans la cour le coq sautait les poules, le jars les oies et il s'essayait même aux canes, le chat - **dr Rolli** - la chatte, le chien la chienne, le coléoptère la coléoptère, l'étalon dans le pré bandait comme un cerf et ses éternuements donnaient la chair de poule autour de la colonne vertébrale et jusqu'au coccyx à tout le village et comme mon grand père s'y connaissait je l'accompagnais au taureau chaque fois qu'il fallait y conduire la vache d'un paysan, cérémonie, la cour du taureau était remplie de spectateurs.

Nous voyions donc chaque jour que l'amour est une pavane. Seul un citadin croit que le coq saute la poule, comme ça, au débotté. Nous voyions dès l'aube comme le coq fait sa cour et prépare son coup et que la poule fait tout un cirque de provocations pour se faire sauter. Notre air de chaque jour était empli de pavane et d'états amoureux. Chez les grands animaux, vache, cheval, l'amour était aussi spectaculaire qu'une pluie d'août et se plaquait sur notre poitrine. Chez les chats et les chiens les femelles en chaleur semblaient pouvoir se passer du mâle - très maladroit - elles étaient amou-

reuses de nos jambes des barreaux de chaise des pieds de table etcoetera.

Nous voyions... Mais surtout nous vivions dans une onde où tout fraie et de frayer chante. D'où les histoires que le groupe se racontait. Le mythe n'est pas une science exacte. Le mythe n'est pas «le seul récit possible de l'état des connaissances d'une société à une époque donnée». (La bible serait le récit d'un peuple de nomades trop chargé pour transporter ses autels et obligé d'inventer un dieu abstrait quintessence des sciences de l'époque. La cigogne et le chou seraient le récit de la population enfermée dans l'abrutissement de l'existence campagnarde, pas encore touchée hélas hélas par la réforme Fontanet). Si c'est ça le mythe eh bien c'est triste. Mais ce n'est pas ça: Nous savions que nous avions séjourné dans le ventre de notre mère et même entre les cuisses de notre père, nous savions... nous nous souvenions: chaque fois que nous entrions dans le tunnel d'un chemin creux ça nous rappelait quelque chose. Je demande pardon à ma mère et à mon père de mettre noir sur blanc ce qu'ils ne racontent pas: c'est dans les **Hohlarai** qui est un chemin creux, en revenant de **Zimersa**, que ma mère reçut mon premier coup de pied et qu'elle mit la main de mon père sur son ventre... Nous savions, nous nous souvenions. Et pourtant, nous nous faisons apporter par les cigognes.

Nous nous faisons naître là-bas, en Égypte et dans toutes les Afriques parmi les eaux tièdes où dorment les crocodiles sous des portiques dorés parmi le feuillage bleu. Nous traversons pour notre premier voyage, les airs, porté par un oiseau. La première main qui nous enserrait était un bec. Chaque vol de cigogne dans notre ciel était pour une naissance.

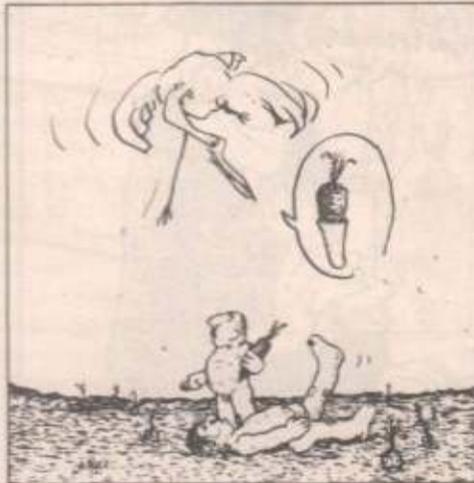
Cette faculté de voir notre arrivée sous forme de voyage long depuis l'Égypte et la connaissance pratique de la conception-gestation-accouchement faisait peut-être de nous, à écouter un scientifique contemporain, des schizo... Mais non! Le groupe de l'image, le groupe qui voit, le groupe qui voit plus loin.

Conclusion. Ce qu'il faut ce n'est pas un dessin sur un mur - publicité et autres éducations sexuelles - c'est une commune, sensuelle par son activité. Qui la lie aux plantes et aux animaux.

Il ne s'agit pas de rendre la société marchande supportable - en enseignant le

corps. En enseignant le corps on n'enseigne que l'onanisme à deux. Il s'agit de recréer activités et lieux de plaisir où nous pouvons être aimés.

Parce que les granges remplies de foin, l'étang, les bosquets, les champs, l'ombre, le jour éclatant étaient toujours à notre disposition - il était impensable qu'un adulte nous surveille - nous n'avions même pas, petits garçons, à découvrir le corps des filles. Celui-là était découvert depuis le premier jour. Et dans les jeux nos corps prenaient entièrement part mais sans quitter le jeu: je ne me souviens d'aucune leçon d'anatomie: tout juste une comptine qui était un blason: une fille ou un garçon était allongé(e) nu(e) dans l'herbe et nous déposions des bleuets, des coquelicots, des fleurs d'acacias sur ses deux fraises, sur sa **quetsch** ou **pfiffa**, sur ses genoux... J'ai souvent essayé de retrouver cette comptine, en vain... Ce jeu se pratiquait même en automne quand nous gardions les vaches mais alors nous prenions des colchiques et même des pommes de terre cuites sous la cendre...



Et toujours le récit consistait à voir plus loin à ne pas coller au sujet.

Ce temps a l'air idéal. C'était un temps de rémission pour les campagnes. Pour la première fois depuis cent cinquante ans l'œuf, le lait, le beurre valaient de nouveau un juste discours. C'était la guerre. «**So a schener Griag sod ma kenna abandla**» «Une si jolie guerre il faudrait pouvoir la faire durer toujours» disait cette paysanne qui avait perdu ses trois fils dans la Wehrmacht mais qui était devenue toute la paysannerie fière pour cinq ans de son honneur. L'argent qu'elle avait gagné elle s'en foutait mais elle ne se foutait pas de la prière à son beurre à ses œufs à son lait par tous ces bourreaux de la ville sortis sur

leurs vélos. Elle ne voulait d'ailleurs pas d'argent elle voulait le troc. Un drap pour un œuf. C'est la juste prière.

« Par suite du perfectionnement rapide des instruments de production et grâce à l'amélioration incessante des communications, la bourgeoisie précipite dans la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bas prix de ses marchandises est la grosse artillerie avec laquelle elle démolit toutes les murailles de Chine et obtient la capitulation des barbares les plus opiniâtrement xénophobes. Elle contraint toutes les nations, sous peine de courir à leur perte, d'adopter le mode de production bourgeois; elle contraint d'importer chez elles ce qui s'appelle la civilisation, autrement dit: elle en fait des nations de bourgeois. En un mot, elle crée un monde à son image.

« La bourgeoisie a soumis la campagne à la domination de la ville. Elle a fait surgir d'énormes cités, elle a prodigieusement augmenté la population des villes aux dépens de celle des campagnes, arrachant ainsi une importante partie de la population à l'abrutissement de l'existence campagnarde. De même qu'elle a subordonné la campagne à la ville, elle a assujéti les pays barbares et demi-barbares aux pays civilisés, les nations paysannes aux nations bourgeoises, l'Orient à l'Occident ».

Karl Marx. Marx ne trouve rien à redire: La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire. Et puisque le prolétariat va hériter de toute cette belle et bandante civilisation...

Moi je rêve de ce jour où les mutants-prolétaires ayant tué les mutants-bourgeois prendront leur vélo et sortiront de la ville pour fonder des communes dans les étendues d'agriculture industrielle de la Brie et de la Beauce. Je me demande s'ils arriveront à reconstituer un bocage. Je ne crois pas: ils ne savent pas comment on fait.

Je ne veux pas faire tourner en arrière la roue de l'histoire; dire seulement que la commune et ses pouvoirs sont une histoire bien plus ancienne et plus riche d'image et de métaphores et donc d'avenir que la mission civilisatrice de l'Occident fut-il prolétaire, une histoire qui veut toujours son plaisir et le trouve même par temps d'épidémie, une histoire seulement du concret et qui n'étudie pas le solfège avant de jouer de la flûte mais qui pour dire le solfège joue sur sa flûte un air qui lui échappe... cigognes... cigognes... cigognes...

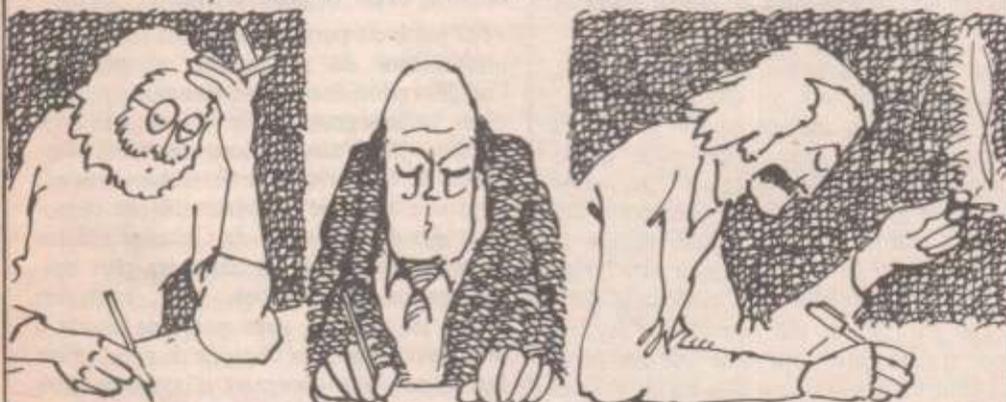
René Ehni

BOYCOTT

VOUS ÉCRIVEZ A TOUS VOS AMIS, AUX AMIS DE VOS AMIS, AUX PARENTS DE PROVINCE ... FINI LE COURRIER EN RETARD VOUS ÉCRIVEZ, VOUS ÉCRIVEZ...



DE LEUR CÔTÉ DES AMIS, VOTRE VOISIN, ET D'AUTRES EN FONT AUTANT...



VOUS PORTEZ VOTRE COURRIER A LA POSTE...



LES POSTIERS SONT CONTENTS...



Bien sûr vous n'avez pas affranchi vos lettres. Elles arriveront quand même.

A la place du timbre à 80 cts vous avez collé celui là →



que vous distribuent les postiers avec un clin d'œil.

TOUT ÇA PAR CE QUE...

... SUITE PAGE 14

IDÉES

LE SALUT PAR LES ŒUVRES ?

NOUS avons été élevés dans la croyance que le travail, en ajoutant de la valeur aux choses, nous en donnait également. Ambiguïté fondamentale. Elle sert d'autel à l'universelle concélébration de l'Effort.

Que nous prétendions inventer ou que nous suivions des modèles établis, que notre travail soit salarié ou non, réel ou mental, finalement peu importe. Ce qui doit être perçu, c'est une certaine volonté d'élevation du fabriqué et du fabricant, où le moral et le marchand s'entremêlent inextricablement, et qui commande toute notre économie.

Toute notre existence s'épuise à transformer n'importe quoi et nous-mêmes en quelque chose de plus élaboré, qui manifeste plus de puissance, plus d'intelligence, plus de modernité. Cela devient un réflexe. Pourrons-nous jamais voir les choses, simplement les voir, sans aussitôt songer à les récupérer et publier, grâce à elles, notre mérite ?

Ce sont les vacances, vous vous laissez aller. Mais les fleurs, quels beaux bouquets ! Ce caillou, quel meilleur presse-papier ! Ces galets, quel magnifique pavage ! Ces arbres : bonnes bûches, beaux meubles, belles photos... Au premier regard vous avez repéré l'effort déjà fait par la nature et le prolongez pour votre plus grande gloire.

C'est encore plus net pour les produits de notre industrie. Suivez l'histoire des sièges, de la pierre particulière sur laquelle aimait s'asseoir notre ancêtre aux chaises sophistiquées qu'on nous fabrique actuellement. Voyez l'histoire de l'outillage, du silex aux robots. Il y a toujours une amélioration à apporter : un alibi pour travailler, signifier plus d'effort. C'est plus puissant, plus intelligent, plus moderne. Le progrès, quoi !

Dans d'autres domaines : un bébé, quel bon petit écolier on en fera ! L'écolier, quel bon petit collègien ! A certaines conditions : si les parents le veulent, si le gamin s'efforce (novembre : en progrès ; décembre : id.). Un panorama, quel merveilleux tableau en puissance ! Une idée, quel excellent article... Au travail, camarade, en espérant que ça plaira.

Le désir de gratification est puissamment orchestré par l'attente collective - ou tente de la créer. Sous des allures de conquête, il passe obligatoirement par des canaux préétablis. Mais la répression n'est même pas ressentie. Par les efforts qu'elle exige, même, elle ajoute encore à nos mérites.

Et si nous en faisons moins ? Aurions-nous moins de valeur ? Si nous ne faisons rien, n'aurions-nous aucune valeur ?

Pour une réflexion politique qui refuse de s'arrêter à des considérations scolastiques sur l'origine du pouvoir, il y a là une difficulté majeure.

On constate, en effet, que les systèmes qu'on nous mitonne sont aussi impatients que les précédents de nous voir participer, plus nombreux et plus vaieusement que jamais, à l'édification de la prochaine Babel. Et que leur discours ne s'enguirlande d'économique que pour mieux masquer des préoccupations morales non dépassées.

Sous les promesses d'avenir radieux, qu'est-ce que je retrouve ? Malheureusement toujours la même équation du salut par les œuvres. Parfois des audacieux osent inclure les loisirs dans leur prospective. Écoutez-les parler de la fête : quel turbin !

Durant des siècles, pour que l'espèce survive, pour avoir le minimum vital, il a fallu compter pour rien en jouant à être utiles. Or, que nous annoncent nos révolutionnaires d'opérette ? Un minimum un peu moins minime, dans l'euphorie des lendemains qui chantent, avec un grand coup de collier à la clé, que vous ne sauriez refuser, puisque c'est ainsi que le prolétariat méritera de la Révolution...

Ne disposant pour ma part d'aucun bréviaire, je n'aurai pas l'audace de vous dire ce que la révolution sera. Mais je sais déjà que si c'en est une, elle n'aura rien de commun avec la vieille lune du salut par les œuvres, qui a réussi à investir la foi politique après la foi religieuse.

Tant que l'estime ne sera pas acquise pour rien, que nous n'aurons pas les moyens d'être indifférents - ou les autres pour nous - à ce que nous valons, tant qu'il faudra nous inquiéter d'en faire autant et plutôt plus, la société sera celle du conformisme, des flics et des assistantes sociales. Vous n'aurez d'existence que comparée, et la hiérarchie des valeurs aura beau changer, vous ne serez qu'une marchandise.

Une marchandise, passe encore qu'on en soit une pour ces salauds-de-patrons ou ces infâmes-de-prêtres. Mais que le prolétariat devienne à lui-même sa propre marchandise ?

Tant que l'estime ne sera pas acquise pour rien : tant que nous n'aurons pas évacué la morale, la religion de la mesure. L'économie, la logique de la mesure.

Je ne vous promets pas que vous n'aurez plus aucun effort à faire. Mais les mérites ne vous seront plus comptés, comptabilisés. Ainsi manqueront les raisons qui permettent aujourd'hui de vous exclure et de tout sacrifier au Progrès.

Reste à trouver comment organiser cela, et déjà à en comprendre tout le sens. Cela nous entraîne loin des autoroutes capitalo-marxistes...

Lambert



NEMESIS MEDICALE

« Il vaut mieux mourir selon les règles que de réchapper contre les règles »

Molière

« La médecine rend malade plus de gens qu'elle n'en guérit »

« Il n'est même pas vrai qu'elle ait joué le rôle décisif dans la régression des maladies infectieuses dont on lui attribue couramment le mérite »

« Les maladies provoquées par les médecins constituent une cause d'aggravation de la morbidité plus importante que les accidents de la circulation ou les activités liées à la guerre »

LE Nouvel Observateur vient de publier l'article le plus subversif qu'il ait passé depuis sa création. Paraît-il. Cinq mois après « La Gueule Ouverte » n° 20, ça cause théories sur la médecine qu'Illich expose dans Némésis médicale.

Grand émoi dans la presse médicale. Où va-t-on si des non-médecins se permettent de critiquer ce qui devrait rester la chasse gardée des spécialistes ! C'est de l'anti-science et de l'anti-médecine. Un coup des anarcho-naturistes de la bande à Fournier. La gauche découvre-t-elle la contestation médicale comme elle a découvert un jour la contestation écologique ?

Les réacs obscurantistes, déserteurs de la santé, vont-ils devenir des médico-gauchistes ? Rassurez-vous. Au Nouvel-Obs., la médecine c'est toujours d'abord l'affaire des toubibs.

Michel Bosquet parle de « confiance aveugle, de croyance dans la magie médicale », de « rituel technique » et force ainsi la comparaison entre l'acte médical et l'acte magique, la prière, l'exorcisme. N'aurait-il pas été plus exact de faire la comparaison avec l'Église ? En effet, la médecine a aussi sa hiérarchie de prêtres, grands et petits dispensateurs et gardiens du savoir, tous surveillés par l'Ordre mais au-dessus de toute critique ou objection de la part d'un public réduit à faire confiance et à « croire en la science comme on croyait aux miracles ». La médecine d'aujourd'hui comme l'église d'hier, a parfaitement su se concilier le pouvoir politique et s'adapter dans un monde où argent est synonyme de puissance et d'exploitation. Bien que les vingt plus gros laboratoires, ces temples d'aujourd'hui selon Pasteur, soient des sociétés multinationales cotées en Bourse et se portant bien, cela n'empêche pas médecine et église d'avoir en commun le goût de la pauvreté (apparente) et donc celui des quêtes et des appels à la générosité publique. Le

dogme médical est incontestable sous peine de rejet et d'excommunication. D'une part, un médecin radié par l'Ordre sans avoir commis de faute passible des tribunaux civils, n'a plus le droit d'exercer. D'autre part, le dogme est protégé par une « logique » implacable : si, pour la médecine officielle, une maladie est par postulat incurable, quand vous présentez des cas de guérison il se s'agissait pas de cette maladie puisqu'elle est incurable. Votre traitement ne mérite donc pas d'être étudié. Ainsi, quand Bruno Bettelheim prétend guérir des autistiques (incurables), Debray-Ritzen parle d'erreur

judiciaire ou médico-légal...), il n'est pas moins difficile de vivre sans sacrifier au culte, car un certain nombre d'actes médicaux est obligatoire pour trouver du travail, entrer à l'école, passer des examens ou toucher la Sécurité Sociale. En cas de maladie de longue durée, le traitement de votre médecin doit être accepté par celui de la Sécurité Sociale. Article L 293 du code de la S.S. Si vous êtes tuberculeux et que vous choisissez de vous soigner par l'homéopathie par exemple, il faut que le médecin de la S.S. ou le médecin phytosociologue départemental soit d'accord.



de diagnostic et ne lâche pas le mot d'escroquerie que par courtoisie (N.O. 419). De la même façon, si un médecin prétend guérir la polio (incurable) par le chlorure de magnésium, c'est qu'il y a eu erreur de diagnostic. De même l'innocuité du vaccin antipolio étant absolue (postulat), si vous êtes paralysé après le vaccin ça ne vient pas de lui, puisqu'il n'y a jamais eu d'accident. Moins ambitieuse que l'Église qui prétend nous sauver du diable et de l'enfer, la médecine se contente d'exorciser les démons de la maladie, mais l'appel au réflexe, soigneusement entretenu, de peur, reste le même. C'est toujours de l'exploitation de la Peur, peur de la mort et de la souffrance, que viennent tout le prestige, la richesse et la puissance. S'il devient difficile de mourir sans la bénédiction de la médecine (... « quiconque ne meurt pas à l'hôpital meurt d'une mort irrégulière, objet d'un contrôle

Sinon, vous ne toucherez pas un sou. Même si vous guérissez. La jurisprudence remonte à 64 et souligne que l'ex-malade en question « avait pris un risque en connaissance de cause, puisqu'il avait été averti de la sanction (sic) qu'il encourrait ».

*

En fait, en parlant de la médecine, on tombe dans le piège qui consiste à faire croire qu'il n'y a qu'une médecine alors qu'il n'existe qu'une **médecine officielle**, allopathique et pastorienne. Hors de l'Église point de salut. Pour cette raison, si un diplômé d'une école étrangère, un médecin non-inscrit à l'ordre ou un vulgaire guérisseur a le front de soulager ses voisins et de les guérir (même s'il s'agit d'incurables reconnus), l'Ordre se réserve le droit de la traduire devant les tribunaux pour exercice illégal de la médecine, ceci au nom du sacro-saint manque à gagner.

Mais il existe des médecines dites parallèles, plus « douces », moins toxiques, et il y a belle lurette que leurs partisans ont avancé les arguments repris par Illich et le Nouvel Observateur. Le mérite de ces derniers est d'aller plus loin quand ils déclarent que la société industrialisée rend malade et qu'ainsi la médecine remplit « une tâche complémentaire de l'école, de l'armée, de la prison : celle de fournir des individus (...) ajustés au rôle social que la société a défini pour eux ». Non seulement les médecines différentes (qui n'ont pas non plus remis en cause les rapports médecins-patients), n'ont jamais abordé ce problème mais bien plus, bon nombre de leurs tenants se sentent parfaitement à l'aise dans notre société, puisque la méthode qu'ils suivent est supposée les rendre plus forts et plus résistants.

La médecine allopathique soigne la maladie, le symptôme. D'autres médecines (homéopathie par ex.) soignent le malade et croient soigner les causes. Pour cela, il faudrait soigner aussi la société, sinon « au bout du chemin, il y a le traitement psychiatrique obligatoire de tous les déviants, inadaptés, opposants, mécontents, paresseux, etc. »

Exagération ? Le comité d'accueil est déjà en place. Le Quotidien du Médecin écrit qu'« aujourd'hui en médecine, le succès serait de pouvoir un jour guérir (...) M. Bosquet de sa psychose maniaco-dépressive et Illich de son délire de persécution ».

Tout le monde en France est-il soumis et passif face à la médecine et à sa publicité ? Contre le caractère obligatoire et contraignant de la médecine officielle, deux associations regroupent ceux qui, conscients de ce que leur peau est à eux, sont assez « subversifs » et « antisociaux » pour refuser que l'on décide pour eux s'ils doivent ou non contribuer au bien-être des labos. L'A.P.R.I. s'occupe entre autres joyusetés des examens radio obligatoires (ERS). La L.N.L.V. lutte contre les vaccins obligatoires. Et puis lisez : Tankonalasanté (1 rue des Fossés Saint-Jacques, Paris 5), vous verrez qu'en France les déserteurs de santé sont conscients des problèmes et n'ont pas attendu 1974 pour se prendre en charge au niveau de leur corps.

Michel

Association pour la protection contre les rayonnements ionisants, 12 rue des Noyers, Cisenoy, 77390 Verneuil l'Étang. Ligue Nationale pour la liberté des vaccinations, 4 rue Saurin, 75009 Paris

MENU A LA CARTE (PERFOREE)

NON, les fruits de mer ne sont pas du tout dangereux, mais « on peut constater des intolérances individuelles ». Ce genre d'information scientifique « objective », on la trouve au Palais de la Découverte, ce temple de la-science-à-la-portée-de-tous, dans une salle ouverte depuis la mi-septembre: « L'homme et son alimentation. »

Dès l'entrée, un discret panneau annonce la couleur: « cette salle a été réalisée grâce à la participation des sociétés et organismes suivants »: à la queue-leu-leu, s'enfilent les noms de tous les « grands » de l'alimentation industrielle, Bahlsen, Belin, B.N., Coca-Cola, Evian, Bel, Générale Alimentaire, Gervais-Danone-Gallia, Guigoz, Jacquemaire-Fali, Nestlé-Sopad, Vittel, Volvic et même, protéines de pétrole obligent, La Société Française des Pétroles BP. Côté de ces vedettes de la R.F.P. (Régie Française de Publicité), les associations professionnelles, comme (tiens, tiens) le Comité National de Propagande pour la consommation des produits de la mer, l'Association Nationale de la Meunerie Française, le Centre d'Etudes et de Documentation du sucre...

A grands renforts de graphiques, diapos couleurs et gadgets presse-bouton, on appâte le client, on le plonge dans une ambiance feutrée de pseudo-scientificité. Un appareil électronique permet de calculer vous-même votre ration calorique en fonction de votre activité physique, puis de vérifier que votre alimentation fournit les calories nécessaires, ni trop, ni trop peu, et bien réparties au long de la journée.

La supercherie est de taille, car les besoins en calories fixés par les « officiels » sont considérés comme trop élevés par certains scientifiques, et, de

toute façon, les calories ne sont qu'une des multiples facettes de l'équilibre alimentaire. Un voyant lumineux signale bien le manque éventuel de crudités, fruits et calcium, mais rien n'est dit sur les protéines et les graisses que le français moyen, ce gavé de la terre, absorbe en grand excès.

Quand même, le grand quart d'heure passé devant le pupitre à tripoter fièvreusement les boutons (trois ou six tartines au petit déjeuner?) est le seul moment un peu distrayant de la visite. Car le reste est aussi gris et triste qu'une page de Larousse.

Toute cette sauce pour faire avaler en douceur les couleuvres les plus énormes. Quelques exemples: les conserves gardent intacts l'aspect, la saveur, le parfum (et les qualités nutritives) des aliments. Vous trouvez, vous, que les petits pois en conserve ont le même goût que ceux du marché? Et les ananas? Et puis, elles « restent constamment à l'abri de toute contamination ». Constamment? Pourquoi y a-t-il alors une date limite d'emploi (exprimée dans un code incompréhensible) sur chaque boîte? Les conserves avariées, ça n'existe peut-être pas?

Aucun problème non plus avec les pesticides. Le consommateur est protégé par les délais de sécurité entre le dernier traitement et la récolte, et par la réglementation qui fixe des taux de résidus maxima. Il n'y a apparemment que les mauvais esprits pour contester ces normes, bien plus sévères pourtant dans certains pays étrangers, et se demander si elles sont effectivement appliquées.

« La composition des margarines est adaptée en fonction des ressources locales en matières premières, des différents emplois et des besoins nutritionnels précisés par les progrès des sciences de la nutrition. » Tout ça pour ne rien dire de la

composition effective des margarines courantes! Ce que nous apprend tout de même une fugitive diapositive (il faut repasser trois fois toute la série de vingt avant d'arriver à la déchiffre): 25% d'huiles marines, dont une bonne part de baleine, espèce en voie de disparition, 12% de colza, toxique selon certains spécialistes.

Pas un mot sur les conservateurs chimiques dans les sodas et jus de fruits, les dangers d'une consommation régulière et quotidienne d'eau minérale, les caries dentaires dues aux confiseries, le pillage des protéines du « Tiers monde »...

Et puis, rien que des certitudes assénées dogmatiquement, aucune allusion au fait que la diététique est une science dans l'enfance. Ne vous en faites pas, il n'y a aucun problème, si d'aventure il s'en présente, n'ayez crainte, nous les résoudrons. Nous=Nestlé, Gervais, BP et consorts, avec l'aide diligente de ceux des scientifiques qui acceptent d'être à la botte. Pas d'autre solution, serine cette expo en trompe l'œil, que le monopole radical, l'institution centralisée « industrie alimentaire » pour manger tous les jours. Le plaisir de bouffer est relégué à l'état de « besoin », défini scientifiquement avec des critères hyper-contestables, et ce besoin ne peut plus être satisfait que par l'institution. Pour trois francs seulement, avec la caution de la science et l'alibi d'une après-midi « culturelle » (la Culture avec un grand C, comme rasoir), oyez bonnes gens la pernicieuse idéologie du fascisme technocratique.

Laurent Samuel

« L'homme et son alimentation » au Palais de la Découverte, avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris.
Tous les jours sauf le lundi de 10 h à 18 h. Entrée: 3 F.

ECOLE OU PAS ?

L'IMAGINATION AU POUVOIR



SURTOUT, ne pas s'enfermer dans des cadres militants qui procèdent de l'exclusive et de l'excommunication. Tout dogme est réactionnaire; toute morale du bien et du mal, même si elle se dit révolutionnaire, est suspecte. J'en viens aussi à douter de ceux qui se carrent - pleins de certitudes jusqu'au trognon - dans le confort intellectuel!

Pour débarbouiller le vieux militant qui se retient de faire éclater son costume trop petit, faut pas avoir peur des paradoxes! Alors, l'imagination au pouvoir, je la traque partout, aussi bien dans les alcôves publiques, laïques et obligatoires qu'au soleil (rouge bien sûr) des territoires libérés!!

Y'a un gars qui est prof dans un C.E.S., quelque part au bord de la mer. Il a inventé l'enquête-participation. Il embarque un petit groupe de six élèves et ils partent toute une journée avec des travailleurs. Pas pour regarder: pour FAIRE. C'est comme ça qu'ils ont découvert, sur le coup de cinq heures du matin, que décharger un chalutier, c'est pas de la tarte; que trier le poisson en cinq catégories, par taille, et de telle façon

que chaque cageot contienne dix kg, c'est tout un art... populaire, et que ce n'est pas donné au premier venu. Et ça donne du respect; autre chose que par devoir! Une autre fois ils sont allés épandre du fumier dans un champ avec des agriculteurs regroupés en G.A.E.C. Travailler avec, ça crée des liens et ça permet de piger pas mal de trucs! Surtout qu'après on mange ensemble et on discute. Belle occasion de découvrir comment le système capitaliste exploite les marins-pêcheurs et les paysans. Excellente façon de comprendre pourquoi les marins-pêcheurs se sont révoltés contre les mareyeurs, pourquoi les agriculteurs se sont regroupés en G.A.E.C. Et, au passage, on aborde, éventuellement, les problèmes écologiques en prise directe: agriculture chimique ou agrobiologie? Poisson au plancton ou poisson au mercure?

Certes, ce n'est pas facile à réaliser ce genre de sortie. Il faut s'organiser, au niveau du C.E.S., pour que des collègues prennent en charge les gosses qui ne participent pas à la sortie. Il faut se faire admettre par les travailleurs qui ont plutôt tendance à en avoir marre, because tourisme pédagogique réitéré. Mais ça en vaut la peine et la scholastique en prend un coup.

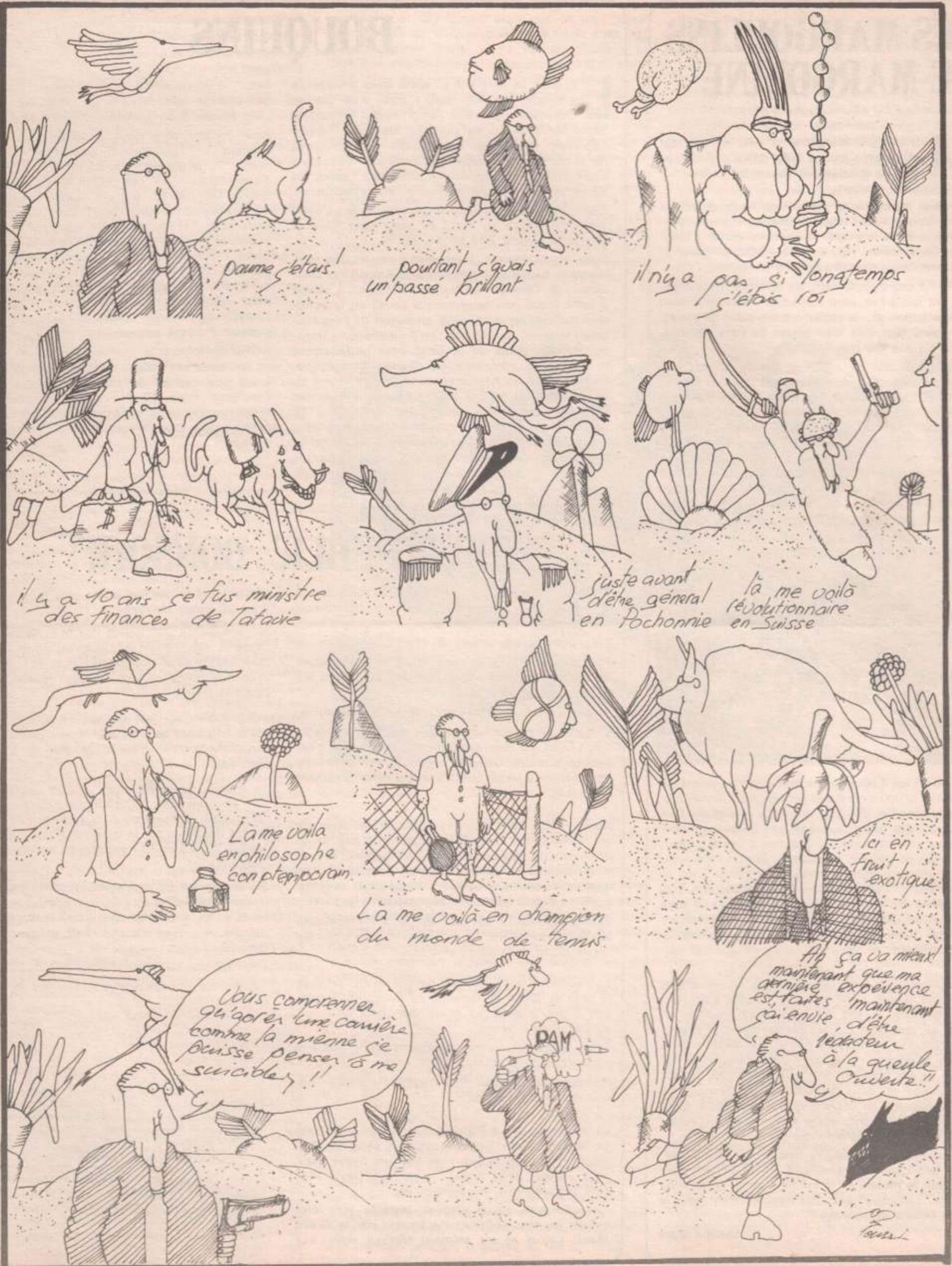
Aux U.S.A., Los Angeles, autre initiative intéressante: The peripatetic community school. Ils prennent en charge les gosses de cinq à onze ans et refusent de s'enfermer dans une école, aussi perpendiculaire soit-elle! La solution: ils ont acheté deux mini-bus, un pour les 5/6 ans, l'autre pour les sept à onze ans. Et ils se baladent dans toute la ville et les environs avec ça. S'ils ont besoin d'un terrain de jeu, ils disposent de tous les

parcs, jardins publics et espaces verts de la ville. S'ils ont besoin de bouquins, il y a les bibliothèques. Et, selon les activités du moment, ils atterrissent dans les facs, les boutiques, les parcs d'acclimatation ou à la plage. Ils utilisent donc à plein temps les équipements collectifs et font aisément des incursions dans le domaine privé: fermes, magasins, etc. « Grâce à ce moyen, écrivent-ils, la connaissance que les enfants acquièrent de la ville est vraiment unique. Non seulement les structures et le fonctionnement, mais une aptitude à l'utiliser directement. » Encore une idée qui me grignote le dedans de la tête depuis pas mal de temps! Le problème numéro un des « écoles » alternatives et autres structures destinées à remplacer l'école, c'est le FRIC. Toutes sont obligées, en fin de compte, de taper les parents, ce qui restreint d'autant la participation populaire à ce type d'expériences! Déjà qu'ils sont plutôt réticents, la plupart du temps! Alors pourquoi ne pas utiliser le système capitaliste à rebours pour changer un peu?

Fondons une société à actions chargée de mettre en place une structure alternative. La différence avec les sociétés cotées en bourse ou aspirant à l'être, serait que chaque actionnaire s'engagerait à verser une somme minime, chaque mois, en échange de quoi il n'aurait strictement RIEN, sinon peut-être le droit à l'information! Différence de taille, non? Par ce moyen, il suffit de trouver 200 à 300 personnes qui s'engagent à verser chaque mois, mettons 30 F., pour disposer d'une somme mensuelle de 6000 à 9000 F.

(à suivre)

Christian Poslaniec



Daume s'était!

pourtant, s'avais
un passé brillant

il n'y a pas si longtemps
s'était roi

il y a 10 ans se fus ministre
des finances de Tatarie

juste avant
d'être général
en Pochonnie
là me voilà
révolutionnaire
en Suisse

Là me voilà
en philosophe
contemporain

Là me voilà en champion
du monde de tennis

ici en
fruit
exotique

Vous comprenez
qu'après une carrière
comme la mienne se
peussent penser à me
suicider!!

Ah ça va mieux!
maintenant que ma
dernière expérience
est faite maintenant
je envie d'être
le dodeu
à la queue
ouverte!!

RAY

Tardi

LES MARGOULINS DE MARGOLINE

MONSIEUR Margoline a cinq usines, qui « tournent » jour et nuit : on ne chôme pas dans la récupération du papier, surtout par les temps qui courent.

Monsieur Margoline a des ennuis. Faute de travail à leur fournir, il veut licencier une partie de son personnel, à 90% immigré. A Gennevilliers et à Nanterre, les ouvriers - 80 au total - sont en grève et occupent leur usine depuis le 5 novembre.

En 1973, courageusement, les immigrés de Margoline ont fait grève, pour demander l'adoucissement de leur baigne et... la réglementaire carte de travail. Margoline doit être bien placé : ils l'ont obtenue, et lui n'a pas été inquiété.

Mais pour tout le reste, il fait le sourd : des douches sont-elles nécessaires ? et chaudes de sûr-croît ? des masques sont-ils utiles ? faut-il augmenter le nombre des élévateurs qui soulèvent les balles de papier de 100 kilos ? faut-il réembaucher les ouvriers après des maladies ou des vacances ? faudrait-il cesser de les payer à l'heure ? devrait-on compter le vrai nombre d'heures ou de jours de travail effectués à des arabes illettrés qui ne peuvent se plaindre en français ? doit-on refuser de faire trimer les courageux 11 à 12 heures par jour ?



En visitant les 4 hectares de décharge de papiers de Nanterre, le doute n'est pas permis : il est intolérable de faire travailler des gens dans ces conditions. Des montagnes de papier qui dégagent, dans la machine à broyer, une poussière qu'il faut sans cesse arroser. Des piles de papiers, emballages jamais employés, qui pourrissent dans la pluie : on patauge dans la p... à papier. Le soir, c'est le domaine des rats. Des vestiaires, des dortoirs, ces salles minables où vous ne mettriez pas votre chien ? un lieu de travail, ce chantier de papier, où l'on ne voit aucun extincteur ou instrument de sécurité ? et la cantine, où est-elle ?

La récupération des papiers est une bonne affaire. Bien que le carton soit passé en cinq mois de 70 à 15 centimes le kilo, et qu'il faille envoyer en Italie ou aux USA (...) le papier déchiqueté pour le transformer en nouveau papier, les bénéfices sont larges. Margoline ne réussit-il pas à faire payer une partie de ses frais par ceux qu'il débarrasse de leur gaspillage ? et, dans certains cas, ne facture-t-on pas le passage de déchets qui, vu leur taille, n'ont pas besoin de déchiquetage et vont directement du fournisseur au transformateur ?

Un exemple, ces immigrés batailleurs : connaissez-vous beaucoup de travailleurs qui se battent pour que **tout le monde** ait le même régime, après avoir obtenu, collectivement, une augmentation pour la seule femme de ménage ?

Laetitia Blars

BOUQUINS

LE voile se lève enfin : après deux années de « minutes de bon sens » dans « La Gueule Ouverte » mensuelle, l'énigmatique Professeur Mollo-Mollo avoue sa véritable identité : Philippe Lebreton, professeur de biologie à l'Université de Lyon, un des premiers scientifiques français à avoir dénoncé publiquement, preuves à l'appui, les dangers de l'énergie nucléaire dite « pacifique ».

Cette révélation éclate sur la couverture de « L'énergie, c'est vous » qui vient de sortir chez Stock 2 (Collection Vivre, 254 pages, 28 F).

Cela dit, « L'énergie, c'est vous » est un des tous premiers bouquins à poser le problème, ô combien actuel, de l'énergie en termes politiques. L'atome y est critiqué non seulement à cause de la pollution radioactive, mais aussi en raison de l'extrême concentration du pouvoir qu'il implique. L'introduction des **Amis de la Terre** pose parfaitement le problème : « Intensité ou détente énergétique, centralisation ou décentralisation, autoritarisme ou autogestion, ce sont là trois questions intimement liées et de nature éminemment politique... Le problème de l'énergie n'est pas un problème pour les techniciens, c'est un problème pour les citoyens. »

Bref, un bon bouquin de référence, pas toujours très folichon, mais bourré d'idées, de chif-

fres, d'informations que vous avez peu de chance de voir à la télé ou de lire dans **France-Soir**, ou même dans **Le Monde**.

Pour pousser plus loin la réflexion ouverte par Bernard et Lebreton, il faut lire et méditer une remarquable brochure de Murray Boohchin : « Vers une technologie libératrice » (édité et diffusé par la Librairie Parallèles, 47, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, prix : 7 F). La technique n'est pas neutre. Le système capitaliste a engendré des techniques aliénantes et centralisatrices. L'énergie nucléaire en est un des plus beaux fleurons. Une société socialiste libertaire ne peut avoir pour but de gérer l'héritage technologique au point des techniques entièrement différentes. L'intérêt de l'énergie solaire par exemple, c'est de permettre une autogestion de la production énergétique.

Et si vous en avez ral-le-bol de la théorie, « La face cachée du soleil » (toujours Librairie Parallèles, mais 10 F) vous donne des armes sérieuses pour passer à la pratique et bricoler vous-même votre chauffe-eau solaire. L'énergie, c'est nous !

Laurent Samuel

SPECTACLES

CHER PUBLIC, BONSOIR !

DANS une M.J.C. de Villejuif, la nénéte qui s'occupe du ciné fait des efforts pour obtenir des films intéressants.

Dernièrement, elle trouve du « Harry Langdon ».

Pour prévenir les gens, elle prépare un gros paquet de tracts explicatifs qu'elle fait distribuer dans les boîtes à lettres des cités.

Le prix d'entrée du ciné c'est trois ou quatre francs.

Combien de personnes ont-elles assisté à la projection ? Celui qui répond cinquante a perdu car c'est beaucoup moins. Celui qui répond « une », pour faire de l'humour a perdu aussi. Il en est venu carrément le double.

Après le film, dans les cités, le bleuté des télévisions sur les carreaux des immeubles ne trompait pas. Ils ne dormaient pas les banlieusards. Même pas l'excuse de la journée de boulot-transport harassante. Les immeubles sont à deux pas. L'émission de variétés, la même depuis quinze ans sévissait dans les foyers.

Quelle tristesse ! C'est bien simple, il y a quelques années ; juste avant qu'on devienne réac une telle constatation nous aurait révolté.

Le chanteur Claude François a signé un contrat avec le club du chien de défense de Bourg en Bresse, afin d'être protégé au cours d'un gala qu'il doit donner dans la région.

Selon le contrat, trente cinq chiens seront mis à la disposition du chanteur.

Pourquoi des chiens ? Parce que c'est moins cher que des chars d'assaut.

Le 25 novembre, à 20h30, au théâtre de la Porte St Martin, soirée Saravah avec les films de Paul Dopff et Manuel Otero. Plus Mahjun, Steve Lacy, Jack Treese, Jean Roger Caussimon, David Mac Neil, les jongleurs, les Barouh, etc.

Chez Saravah, rayon disques, dans la série « les contes de fées racontés de travers par le Grand Magic Circus et ses animaux tristes », voici : « Le

Grand Méchant cochon et les gentils petits loups ». Il en est prévu d'autres.

Au ciné-Halles, 72, rue St-Denis, Paris-10^e, Métro Chatelet, Tél. 236.71.72, jusqu'au 21 et peut-être plus tard : festival-ciné animation suisse et français avec des noms comme Chaval, Poussin, Masse, Dopff et Otero.

Actuellement au Café d'Edgar, 58 bd Edgar-Quir, Paris-14^e, tous les soirs à 21 heures, sauf dimanche et lundi : « Fleur d'asphalte » par le Théâtre à Bretelles.

Le théâtre Gramont ; angle 17, bd des Italiens et rue Gramont, Tél. RIC.95.82, est devenu cinéma. Désormais, le vendredi et le samedi à minuit passeront des films sur la musique. Pour commencer, les 22, 23, 29 et 30 novembre : « A film about Jimi Hendrix ».

Si j'en entends dire que « Jimi Hendrix » c'est pas de la musique, je raconte à tout le monde que leur blouson c'est pas du vrai cuir. Plus tard, si ça marche, il y aura d'autres films et peut être des concerts.

Pour les prix, ils hésitent entre 9,50F et 10,50F. Téléphonnez-leur vos préférences et que les meilleurs gagnent.

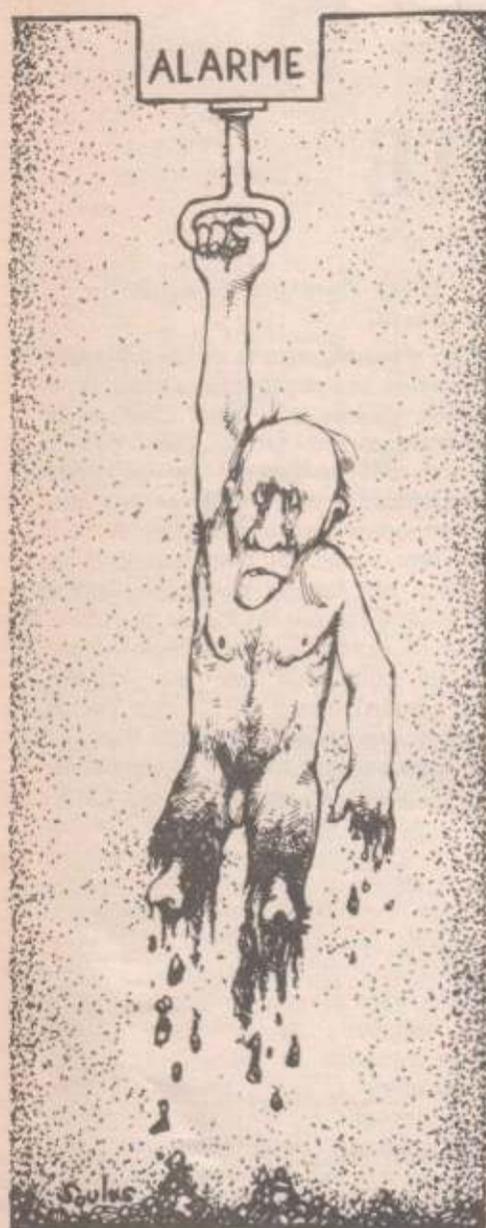
Berroyer

LA GUEULE OUVERTE

Fondateur : Pierre Fournier. - Rédacteur en chef : Isabelle.
Secrétaires de rédaction : Martine Joly et Jean-Marc Bernard.
Mise en page : Michel Chanel. - Rédaction : 331.17.93

Administration : Presses de la Boucherie
8, rue de Condé, 75006 - 033.47.02
Directeur de la publication : Michel Lévêque
Dépôt légal : 4^e trimestre 1974

Imprimerie « LES MARCHÉS DE FRANCE »
44, rue de l'Ermitage, 75020 PARIS
Distribution N.M.P.P.



DIFFUSION NON RESTREINTE

Les vérités que le public ne doit pas « dramatiser » lui seront utilement cachées! Ainsi gouverne-t-on un grand peuple adulte.

à laquelle les citoyens - électeurs (et « usagers ») ont droit. « Le gouvernement », compte-tenu des critiques et réticences de l'opinion publique, des syndicats et des associations de défense de l'environnement, décidé une campagne d'information nationale sur les problèmes nucléaires... Le lancement de cette campagne, à l'élaboration de laquelle l'E.D.F., le C.E.A. et les industries nucléaires participent, paraît poser quelques problèmes au gouvernement: il n'est pas question, en effet, de remettre en cause les treize réacteurs nucléaires de 1000 MWe dont la construction a déjà commencé. » (2)

Je vous laisse apprécier librement l'humour (involontaire sans doute) contenu dans ces lignes. Personnellement, je pense que les protagonistes du « débat » (?) qu'on nous promet ne sauraient avoir été plus légitimement choisis: le public, auquel on va s'adresser, n'est-il pas d'abord et surtout fait d'« usagers »?

Pour le cas où cette campagne laisserait apparaître une quelconque possibilité de vrai débat, voici quelques éléments d'information et quelques pistes de réflexion.

EN CAS D'ACCIDENT... nous avons le plan ORSEC-RAD.

Désormais, nous avons mieux...

Le 10 mai de cette année, à Chinon, E.D.F. et le C.E.A. se sont rencontrés autour d'un « projet de convention d'entraide en cas d'accident nucléaire ». (Document à « Diffusion Restreinte », E.D.F., en date du 28-16-74.)

« ... M. Feger (E.D.F., Département sûreté nucléaire du service production thermique) rappelle l'origine de ce projet de convention. La DIGEC (direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon) a demandé à E.D.F. de se rapprocher du C.E.A. pour prendre des dispositions en cas d'accident nucléaire sans attendre une demande du préfet du lieu d'accident dans le cadre du Plan ORSEC-RAD... MM. Loubet et Cohendy (C.E.A.) commentent la note d'instruction générale... qui précise les modalités d'intervention du C.E.A. en cas d'accident radioactif survenant hors de ses établissements. Le territoire national est divisé en zones d'intervention de premier échelon (Z.I.P.E.). Dans chaque zone est désigné un centre C.E.A. pour l'intervention immédiate. Trois centres (Saclay, Valduc, Marcoule) ayant des équipements supplémentaires lourds sont désignés comme centres d'intervention de 2^e échelon. Un P.C. opérationnel est installé au centre du Ripault.

Un bureau de coordination-assistance technique (B.C.A.T.) regroupe au centre de Fontenay les spécialistes dont les avis peuvent être nécessaires dans les différents cas d'accidents...

... E.D.F. envisage dans la convention uniquement l'appel à l'équipe de première intervention pour l'aider à faire le diagnostic avant d'avoir à alerter la préfecture pour déclencher éventuellement le plan ORSEC-RAD...

... Afin de disposer au plus vite d'agents compétents sur les lieux d'accidents de transport, le C.E.A. pourra faire appel aux centrales les plus proches et en particulier sur le trajet

des conteneurs d'éléments irradiés... en attendant l'arrivée de son équipe d'intervention...

... Dès à présent, le Service de la production thermique (E.D.F.) va demander à chaque centrale d'entrer en relation avec le centre ZIPE correspondant:

| | |
|------------|--------------------|
| Chinon | Centre du Ripault |
| St-Laurent | Centre de la Hague |
| Bugey | Centre de Grenoble |
| Fessenheim | Centre de Valduc |
| Chooz | Centre de Saclay |

Trois brefs commentaires: on s'attend bien entendu à ce que ce renforcement dans les mesures de sécurité soit porté à la connaissance du public lors de la campagne nationale...

En attendant, on apprécie à sa juste valeur ce « confinement » supplémentaire: tant qu'à faire que d'avouer son impuissance quasi totale à remédier à l'irradiation et contamination majeures que constituerait un accident nucléaire (impuissance dont témoignent les clauses du fameux plan ORSEC-RAD), autant occulter au maximum l'accident (on évitera au moins le risque principal, qui est, comme on sait, d'ordre... « psychologique »).

Pour ce qui est des moyens d'intervention dont disposent les Centres C.E.A., les récents événements survenus au Centre de Grenoble (CENG), permettent de les estimer à leur juste valeur...

La vie est quotidienne. La contamination aussi...

L'accident, c'est le spasme. On peut toujours dire - et se persuader - qu'étant potentiel, il reste improbable ou tout au moins évitable. Autre chose est la diffusion lente, continue, cumulative, de produits radioactifs dans le milieu où nous vivons, dont nous vivons. On nous amuse avec le fameux millirem ajouté par le fonctionnement d'un réacteur au « bruit de fond » naturel. Mais on oublie (?) de dire:

1 - qu'il est désormais aberrant de parler de radioactivité naturelle, les retombées des centaines d'explosions « expérimentales » (pour ne parler que du plus spectaculaire apport) l'ayant notablement modifiée;

2 - qu'on jette un voile pudique (celui de la « dilution ») sur les milliers de curies d'effluents radioactifs que rejette journellement, et en fonctionnement normal, tout réacteur nucléaire.

Voici quelques extraits d'un autre document, dont la campagne d'information annoncée ne prévoit certainement pas la divulgation. Il émane du Centre d'Études Nucléaires de Grenoble (CENG), porte la mention « diffusion restreinte », et rend compte des résultats d'une étude radioécologique de la moyenne Isère. Précision utile: cette étude date de 1968.

« L'accroissement des activités du C.E.N.G. a amené la Direction de ce centre à envisager l'éventualité des rejets d'effluents faiblement radioactifs dans l'Isère... D'autre part, les projets d'aménagement et, en particulier, l'implantation d'un barrage de retenue à l'aval immédiat du site de Grenoble risquent

d'apporter une modification dans le comportement des débits solides et liquides du cours d'eau...

Le but de l'étude a été de déterminer le devenir des radios nucléaires rejetées dans l'Isère, de façon à définir les meilleures conditions de rejet à la fois sur le plan sanitaire et sur le plan économique... Selon les prévisions du CENG, l'émissaire installé doit permettre de libérer annuellement dans l'Isère entre 300 et 1200 m³ d'effluents d'activité bêta gamma d'environ 10 millicuries par m³. Les produits radioactifs libérés seront essentiellement le strontium, le césium, le cérium, le ruthénium, le cobalt et l'iode.

... Entre Grenoble et Voreppe, l'Isère est endiguée... Entre Voreppe et Rovon, une partie importante de la plaine est également au-dessous des eaux moyennes de l'Isère, inondable éventuellement et soumise en tout cas aux eaux d'infiltration... La pollution de la nappe est liée à l'existence d'un écoulement des eaux de l'Isère vers la nappe... L'utilisation agricole des eaux de l'Isère aura tendance à s'accroître au fur et à mesure de la réalisation des divers projets d'irrigation... Les secteurs à considérer dans les conditions actuelles sont les prairies et les cultures de maïs et de tabac...

Le strontium est l'élément qui risque de parvenir en quantité relativement importante dans les eaux d'utilisation courante, en raison de sa faible affinité pour les sédiments de l'Isère... On peut estimer qu'environ les trois quarts du strontium rejeté franchiront le premier barrage.

Les sédiments de l'Isère utilisés par les entreprises de concassage de graviers et les fabriques de tuyaux et de moellons constituent un autre secteur critique. Il semble y avoir là une centaine de personnes qui travaillent au milieu d'une fine poussière où des aérosols radioactifs peuvent ne pas être absents (sic).

... Comme conséquence, le groupe critique est constitué par les individus qui subissent l'action de ces secteurs. C'est l'ensemble des travailleurs qui manipulent les sables et les graviers extraits du lit de l'Isère, boivent l'eau de la nappe alimentée par l'Isère et, enfin, consomment des denrées agricoles qui ont été irriguées...

Comme il ne peut être question (la G.O. n'a que seize pages), de préciser toutes les questions soulevées par ce texte, je me bornerai à dire que les Isérois n'ont aucune vocation spécifique à être des cobayes conscients. Et ce n'est pas la situation récemment créée par la pollution massive des égouts (3) du CENG (par l'antimoine libéré lors de l'accident de juillet, et par des décharges de mercure), situation révélée par l'Association de sauvegarde des sites de Malville et Bugey, qui les fera changer d'avis. Le dossier noir de la contamination radioactive ne fait que s'ouvrir... Sorry, Monsieur Pellerin!

E.P.

(1) Le Progrès et le Dauphiné libéré, qui « couvrent » quelques 21 départements.

(2) Le Monde du 2 novembre. Rubrique Environnement, comme il se doit.

(3) ... qui, du fait de la baisse constatée de la nappe phréatique, sont actuellement en situation de s'y infiltrer...

Il est précieux, pour nous autres journalistes, que d'éminentes personnalités - et nous n'en manquons pas, Dieu merci - aient accès à tous les moyens d'information... pour éclairer le sens (et les limites) de notre modeste mission, et nous rappeler à nos devoirs, en fustigeant notamment les excès ou pourraient nous entraîner certaines passions...

Entre beaucoup d'autres, voici une récente contribution à cette déontologie. Nous la devons à Monsieur le Docteur Pellerin, Professeur à la Faculté de Médecine de Paris, Directeur du Service Central de Protection contre les rayonnements ionisants.

« Les moyens d'information, et la presse en particulier, ne sont pas toujours étrangers à la dramatisation excessive des problèmes nucléaires... C'est inconsciemment, j'ose l'espérer, que les journalistes déforment la juste appréciation de la réalité par le public... »

On tremble, en effet, à l'idée que nos radios nationales et régionales, notre télévision, nos grands quotidiens parisiens et régionaux, pourraient se laisser aller à un comportement non objectif, contribuant ainsi puissamment à ce risque psychologique « que stigmatisaient récemment plusieurs grands scientifiques en se prononçant contre la diffusion du film d'Otzenberger: « Les atomes nous veulent-ils du bien? »

Sur le plan régional - c'est-à-dire de la région, de la province où je suis - le comportement des quotidiens (1) qui exercent un monopole de fait sur l'information populaire ne peut que rassurer ces éminents gardiens de la « santé (psychique) publique ». Sur le plan national, par la radio et la télévision, relayées par la plupart des grands quotidiens, on va passer de la discrétion « à la large information objective »

LE BISTOURI DANS LA TÊTE



PRÉFACANT la traduction française de *Limbo* (1), Gérard Klein relève, dans la vision prophétique de Bernard Wolfe, ce qu'il considère comme des erreurs de pronostic. « Wolfe, dit-il, accorde par exemple une très large place à une technique neuro-chirurgicale, la lobotomie préfrontale, sur laquelle on fondait de grandes espérances au début des années cinquante pour le traitement des agités et des grands anxieux. Cette technique, qui revient purement et simplement à mutiler irréversiblement un patient d'une partie de ses centres cérébraux supérieurs a été presque complètement caduque par la découverte puis la multiplication des neuroleptiques de synthèse... ».

Ce n'est hélas pas Bernard Wolfe qui s'est trompé en 1952, c'est Gérard Klein qui en 1972 est naïf et mal informé. Naïf de croire qu'une technique aussi utile, efficace et riche de possibilités pouvait être délibérément mise au rancard dans le monde où nous vivons. Klein ne considère pas *Limbo* comme une œuvre de **politique-fiction** car, dit-il, « un roman de politique-fiction part de notre monde exactement tel qu'il est... sans avoir à forcer son imagination ». Ceci montre simplement que, là où Bernard Wolfe garde les yeux bien ouverts sous le masque de l'affabulation romanesque, Gérard Klein, lui, demeure remarquablement aveugle à certaines potentialités du « monde où nous vivons ». Aucune société, aucune nation, aucun régime n'a encore mis sur pied un contrôle social aussi poussé que ce que décrit Orwell dans *1984* : qui aujourd'hui oserait pour autant prétendre que cette éventualité est exclue, que la société orwellienne restera à jamais du domaine de la fiction ? Pareillement, le recours massif à la psycho-chirurgie, si toutefois il n'est pas déjà institué dans certains pays (2), n'est en rien devenu impossible, et rien dans l'évolution récente du monde ne saurait nous rassurer à cet égard, au contraire.

En France même, où elle n'a pourtant jamais été pratiquée sur une grande échelle comme au Portugal (où elle bénéficiait du prestige d'une invention nationale), en Grande-Bretagne et aux États-Unis, où les victimes se comptent par dizaines de milliers, — en France même, la lobotomie n'a certainement jamais disparu. On en parle beaucoup moins qu'il y a vingt ans, ce n'est plus le genre de choses dont on se vante et on voit peu la télévision donner à la psychochirurgie la publicité qu'elle accorde à la cardiologie ou à la recherche sur le cancer, mais on continue à opérer de-ci de-là. Même si la technique s'est affinée, si la coagulation électrique remplace de plus en plus le bistouri et si les destructions anatomiques sont plus limitées et « sélectives », le fond du problème reste le même, les opérés demeurent des infirmes cérébraux et les résultats « positifs » demeurent toujours aussi pauvres. A Orléans où je travaille, une trentaine de personnes ont été opérées en quelques années au cours de la décennie soixante, c'est-à-dire après la retombée de la « grande vague » des lobotomies, et ce n'est que devant l'indignation croissante d'une partie du corps médical et de la population que cette pratique a pris fin. En d'autres lieux le massacre continue. Il suffirait de consulter par exemple les fichiers des organismes de sécurité sociale pour se faire une idée de l'ampleur de la chose. Numériquement, ce n'est probablement pas spectaculaire. Il n'empêche que, n'y aurait-il que quelques dizaines de victimes chaque année, c'est déjà beaucoup trop quand on voit ce que ça donne, et cela devrait déjà

nous pousser à exiger l'interdiction légale de ce genre d'interventions (3).

Mais il existe bien d'autres raisons de se prémunir contre les agissements des psychochirurgiens. Il ne faut pas cesser de répéter que, sous couvert de médecine psychiatrique, on met au point depuis vingt à trente ans tout un arsenal de méthodes remarquablement efficaces de contrôle et de « correction » des comportements individuels, et qu'il n'est en aucune façon trop tôt pour songer à se garantir, de toutes les façons possibles, contre l'usage qui peut en être fait par les forces de l'ordre. Pour ceux qui ne se sentiraient pas pressés à cet égard, qu'ils lisent seulement les deux articles publiés dans le numéro d'avril 1973 des *Temps Modernes* : *la Lobotomie revient*, par Peter Breggin, et *la Psychochirurgie au secours de l'impérialisme*, par John Saxe-Fernandez. Ils verront qu'aux États-Unis, sinon ailleurs, les choses sont déjà assez avancées. C'est à nouveau par centaines que se comptent, chaque année, les victimes des psychochirurgiens, et les indications opératoires commencent à dériver de façon pour le moins inquiétante : des schizophrénies « incurables » et des névroses obsessionnelles graves, on est passé mine de rien aux « névroses de caractère », aux « comportements agressifs et délinquants », aux « perversions sexuelles », aux « tendances antisociales », etc. Autrement dit, un prisonnier revendicateur, un homosexuel impénitent, un jeune homme bien doué qui fait le désespoir de ses parents, tous ceux-ci et bien d'autres sont en passe de devenir, si ce n'est déjà fait, gibier de psychochirurgiens. Et que veut dire cette étrange constatation, statistiques à l'appui, que les « meilleurs résultats » sont obtenus chez les noirs et les portoricains, surtout lorsqu'ils sont de sexe féminin ? Et ce n'est pas tout : encouragé par ces résultats, on expérimente bien sûr à tour de bras et sans aucune vergogne. Dépassé le stade du morceau qu'on enlève, maintenant on travaille à robotiser les gens, on implante des électrodes minuscules dans le cortex et on peut ainsi, sans quitter son fauteuil, provoquer à distance (ou inhiber) toutes les émotions qu'on voudra, peur, colère, plaisir et même, pourquoi pas, l'amour de son tortionnaire.

S'étonnera-t-on après cela que ces intéressantes pratiques aient d'ores et déjà trouvé leur théoricien, leur philosophe ? Il s'appelle Jose Delgado, il est professeur à l'Université de Yale, il a publié un livre dont le titre est tout un programme : *Physical Control of the Mind: Towards a Psychocivilized Society*. Vous ne trouverez pas cet ouvrage dans une collection de science-fiction, il n'a rien à faire dans les classiques d'« Ailleurs et demain ». C'est un livre tout ce qu'il y a d'aujourd'hui, tout ce qu'il y a de notre monde. Delgado est un médecin, un homme de science, il est certainement convaincu de travailler au bonheur de l'humanité.

(à suivre)
Roger Gentis

(1) Éditions Robert Laffont, collection *Ailleurs et demain* - Classiques.

(2) Le général Medici, chef du gouvernement militaire au Brésil, a été nommé en 1972 président honoraire du Congrès de la Société brésilienne de Psychochirurgie. Rapporté par J. Saxe-Fernandez.

(3) La psychochirurgie est légalement interdite en URSS depuis 1951. En France, aucune restriction légale n'est apportée à sa pratique : on n'exige même pas l'avis conjoint de trois médecins comme c'est le cas pour l'avortement thérapeutique ! Bien entendu, le malade lui-même est rarement consulté (s'il l'est, on ne lui dépeint guère de toute façon les conséquences réelles de l'intervention) et, s'il s'agit d'une personne internée, pour peu que sa famille soit d'accord, elle ne dispose d'aucun moyen de s'y soustraire.

NON-VIOLENCE

ASSEZ DE MOTS...

« Nous pensons qu'il est nécessaire d'élaborer ce qu'il faut bien appeler une doctrine de la non violence, une théorie de la non violence, rationnelle et cohérente. » Ainsi s'exprimait Jean-Marie Muller, le 7 avril 1974, en lançant son appel à une fédération au petit monde des non violents.

L'idée ayant fait son chemin non sans heurts et sans grincements de dents, une fédération de groupes non violents : mouvement pour une alternative non violente (M.A.N.) s'est créée à Poitiers, les 1, 2, 3 novembre 1974. Elle rassemble des groupes de vingt et une villes françaises.

Un certain nombre de groupes de base étaient hésitants dans leur orientation, tout en se reconnaissant dans la pensée de Garaudy : « Une révolution aujourd'hui, ne peut se définir seulement par le changement des structures, mais aussi par le changement des hommes ». Muller enchaîne : « Nous avons tout à craindre d'une révolution des structures qui ne serait pas culturelle, mais nous n'avons rien à espérer d'une révolution culturelle qui ne serait pas une révolution des structures, c'est-à-dire une révolution politique ».

Autant les non violents traditionnels se retrouvent facilement dans le discours culturel, qui leur est familier, autant ils se sentent mal à l'aise devant le langage et l'analyse marxistes. Finalement, et non sans peine, un projet de texte politique fut adopté : « Il s'appuiera sur l'analyse et l'actualité de la lutte des classes. Les firmes multinationales, l'étatisme croissant, la militarisation, la technocratie, la croissance illimitée doivent être intégrés dans cette analyse ».

En découvrant l'analyse politique (le contenu même de ce texte est très clair sur l'actualité de la lutte des classes), les non violents se heurtent à un problème nouveau pour eux : celui de la violence faite à une minorité qui ne se retrouverait pas dans l'idéologie dominante. De fait, à Poitiers, deux groupes se sont vus quasiment exclus : la lutte des classes est une réalité, soutenaient-ils, mais dont l'analyse est aujourd'hui dépassée face aux problèmes de croissance et de militarisation.

C'est le même point d'achoppement qui bloque l'éventuelle « fédération écologique ». Les non violents ont l'avantage sur les « écologistes » d'avoir un choix politique révolutionnaire plus clair et plus cohérent.

« Conformément à l'objectif du socialisme autogestionnaire, la stratégie de notre mouvement se fonde sur une dialectique de la prise du pouvoir d'État et de la prise des pouvoirs à la base (autogestion) ».

Les non violents sont fatigués de n'être que des contestataires. Ils aspirent à un projet politique et souhaitent éventuellement avoir un projet de gestion sociale. Ils entendent passer de la contestation à l'opposition et commencent à regarder du côté de l'union de la gauche. « Nous ne voulons pas être des raliés, disait Muller, mais des alliés ! »

Les non violents prônent la désobéissance civile, mais ils me semblent bien timides quand il s'agit de résister à J.-M. Muller, « Monsieur non violent » qui me donne par ailleurs quelques inquiétudes.

Il y avait à Poitiers quelques incohérences. Alors que l'on parlait en théorie d'une dialectique entre le pouvoir et la base, cette même base a dû arracher avec force difficulté la non rééligibilité du bureau au-delà de quatre ans.

Même chose avec la lutte des classes : tout le monde, sous la houlette du maître, pourfendait la bourgeoisie en paroles, mais le bureau fit voter qu'on donnerait 5000 F pour un quart de salaire à J.-M. Muller... alors que le brave objectif de service qui assurera la paperasse devra se contenter de moins de la moitié pour deux fois plus de temps (j'y perds mon latin de non violence!).

Bref, de l'inquiétude dans l'air, surtout que dans les couloirs une odeur de flirt avec le futur grand parti des socialistes remettait du piquant.

Là-bas, au Larzac, bien loin des grandes villes, on pense qu'il y a un déséquilibre chez les non violents : trop d'intellectualisme et pas assez d'actions. On attend le MAN au tournant.

Georges Didier

Adresse du MAN : 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis

On peut se procurer pas cher un bon texte (1F franco) « Fondements d'une non violence politique », groupe de Paris V, 11, rue Jean de Beauvais, Paris 5^e.

SUR LE TERRAIN



URGENT!!! « La Gueule Ouverte » a l'intention de s'installer une semaine à LA ROCHE-SUR-YON. Amis de là-bas, faites-vous connaître. Recherchons gîte et local de réunion.

LE WEEK END ANTINUCLÉAIRE

Trois cent personnes accompagnées de deux marionnettes géantes représentant Leprince Ringuet et VGE se sont rassemblées samedi après-midi 16 novembre devant la Maison de l'ORTF. Ce « sit-in » avait pour but de protester contre l'interdiction de l'émission « Les Atomes nous veulent-ils du bien ? »

Le lendemain matin, grand débat sur l'énergie nucléaire et ses dangers au CIP Porte Maillot dans le cadre du congrès « Nature et Progrès ». Invité vedette : Arthur Tamplin, biochimiste américain, « tête pensante » de la lutte contre l'atome pacifique. Parmi les autres participants : les professeurs Weisch (Autriche), Gillberg (Suède), Kreuzer (Suisse), Lebreton et Monod (France). Trois longues heures de débat morne. Peu de politique. Une exception : les percutantes interventions de Lebreton, contre l'électrofascisme. A la fin du forum, un porte-parole d'EDF monte à la tribune pour répondre (sans succès) aux accusations précises des écologistes. Dans la foulée, deux mille personnes environ gagnent l'Étoile pour déposer un poste de télé sur la tombe du Soldat Inconnu. Ainsi il pourra voir l'émission censurée !

L.S.

● **Après Saint-Avoid et Marckolsheim, Saint-Dié ?** C'est un bruit qui court dans les Vosges. Mais les déodatens ont déjà fait savoir à leur maire qu'eux non plus ne se laisseraient pas faire par la Chemische Werke. A Marckolsheim, de toute façon, le péril n'est pas définitivement écarté et ni le GISEM ni les tricoteuses n'abandonnent le terrain.

● **Les Amis de la Terre** grimpent dans la hiérarchie sociale. Ils quittent le 15^e arrondissement et s'installent à Saint-Germain-des-Près : 16, rue de l'Université, 75006 Paris - Tél. : LIT 58-27.

*Bonne nouvelle !
"Libération" fait
sa rentrée ! Tous les
jours, 1F 50. Devinez
pourquoi c'est plus
cher que "Le Parisien
libéré" ?..*

PUBLICATIONS

Guide de la France des luttes. L'objectif des auteurs de ce livre est de « permettre à certaines personnes et à certains groupes isolés, en province, cerné en permanence par l'agression idéologique ou la répression, de communiquer, de se réunir, pas forcément pour fonder de nouveaux groupes militants ou de nouvelles formes de luttes ».

Projet ambitieux et fort louable, dont il convient d'indiquer les limites. Le titre « Guide de la France des luttes » excède la teneur du bouquin. Il s'agit en fait d'un répertoire, par secteurs (armée, avortement, culture, écologie, prison, technos douces, etc.), de 600 adresses de groupes et d'organisations plus ou moins formels. Cet annuaire des boutiques de la contestation et du marginal a été fait avec pas mal d'application et de sérieux, même si on court le risque quelquefois de se voir retourner le courrier avec la mention « n'habite plus l'adresse indiquée ». C'est pas le « Who's Who » de l'establishment !

Cependant, une formule de mise à jour annuelle est à l'étude. Et ce guide pourrait effectivement devenir « un instrument de travail, de coordination et de communication politique ». Guide de la France des Luttes, collection Lutter, Stock 2. 458 pages pour 33 F. C'est pas cher la page. (On peut joindre les auteurs - A. Jaubert, J.C. Salomon, N. Weil et I. Segal aux Ed. Stock, 14, rue de l'Ancienne Comédie, 75006 Paris.)

● **« Occitania, passat e present »,** nouvelle revue bimestrielle lancée par « Lutte Occitane ». Résultat d'un travail collectif engagé depuis plus de six mois par des militants occitans. Réflexions sur le sens du combat occitan et le bouillonnement des expériences actuelles.

Comment progresse la prise de conscience occitane au travers des luttes de classe ? Bilans d'expériences menées sur le front culturel. Comment comprendre les différentes mentalités populaires des régions occitanes ? Comment mener une enquête sur le terrain ? Dépouillement de la presse régionale en Occitanie, etc.

« Occitania, passat e present », 11, av. du Mas Ensoieillé, 06600 Antibes. Abonnement un an, prix de lancement 24 F. au lieu de 30 F.

● **Le Clampin Libéré n°4 - 2^e année** (sic) s'attaque à l'affaire du « Diplodocus » qui est pour Lille ce qu'est, pour Paris, les scandales de la Villette et des Halles réunis ! Le Clampin de Lille mène rondement l'enquête. 20 pages, 1 F. JY Quinette, 6, rue Auber, 59046 Lille Cedex.

● **Un petit groupe d'Haut-Saonais** a pris l'initiative d'amplifier et de compléter l'action des « fiches écologiques de Vingrau ». Il a réalisé des fiches juridiques (communauté, service militaire, actions politiques, etc.), des fiches de construction, réparation, achat de maisons ou fermes, des fiches sur l'élevage, etc. Le catalogue gratuit de ces fiches est à commander contre deux enveloppes timbrées à votre adresse. Philippe Lamboley, Martine Sannier, 20, rue Jules Ferry, 70200 Lure.

« MOUVEMENT ÉCOLOGIQUE »

Une « Convention Nationale » a institué le « Mouvement Écologique », les 9 et 10 novembre. Lequel s'est donné des structures pour un fonctionnement très soucieux de démocratie. Le Mouvement a adapté une déclaration d'objectifs en dix-sept points qui reprend en les précisant les principaux thèmes de la campagne Dumont. L'écologie y est clairement liée à l'« autogestion », et la concentration « du pouvoir, du savoir et des moyens de production » est dénoncée... Premières actions du Mouvement : participation aux rassemblements contre l'interdiction de l'émission « Les Atomes nous veulent-ils du bien ? » le week-end dernier ; motion de soutien aux occupants de Marckolsheim. « Mouvement Écologique », 65, bd Arago, 75013 Paris

RENDEZ-VOUS

● **Chambéry.** Création d'un groupe de recherche et d'action non violente. J.J. Devillers, 12, ch. de Dijoud, 73000 Chambéry.

● **Roussillon (Isère).** Le groupe écologique du Roussillon et de sa région lutte contre l'implantation de la centrale de St-Maurice l'Exil (Isère). Film + débat avec la participation du professeur Lebreton, vendredi 29 novembre à 20 h 30, Foyer Municipal de Roussillon. Autres rens. Gauché Dominique, 14, bis rue de Champanay, 38550 Péage de Roussillon.

● **MJC Boulogne-Billancourt,** 152, rue de Sully, « Gardarem lou Larzac ». Film + débat avec le Mouvement Écologique de l'Ouest Parisien. Vendredi 22 à 21 h.

LA PAGE D'ARTHUR



Liberté, égalité, rien à grailler. La conférence oecuménique de Rome sur l'alimentation s'achève comme les banquets des humanistes patronaux, sur des rots polis et des résolutions aussi vagues qu'élevées : on va s'occuper de vous, mon brave homme. Hic !

Après la digestion, le commerce reprend : le dixième du budget mondial des armements permettrait de sauver le milliard et demi d'affamés. Mais les riches ne confondent pas les affaires avec la charité. C'est pour ça qu'ils sont riches.

CINQ cents millions d'enfants vont crever, crèvent déjà, de faim, se lamentent les journaux entre deux publicités pour les réveillons joyeux qui s'annoncent, alleluia, dans les églises du Laissez-les-Vivre, deo gratias. 500 millions, dites donc, mais c'est un chiffre. Oui, c'est bien ça ! Sur un journal occidental, ce n'est qu'un chiffre, alors que la mort d'un écolier renversé par un camion fou, c'est un drame national. Dans le village pseudo-planétaire de Mc Luhan, on en reste au vieux critère de la proximité : ne nous touche que ce qui est tangible. Le reste c'est de la statistique. 500 millions de morts, de rachitiques, d'aveugles, de débiles mentaux, nés parfaitement sains, mais à qui il manquait les quelques protéines dont nous gorgeons nos veaux. 500 millions : de Marseille à Paris, chaque brin d'herbe sous la glissière de l'autoroute, c'est un gosse qui crève. A ces hauteurs, la statistique émeut à peine. C'est tout juste si elle culpabilise. Car en plus, ces morts sont des morts politiques.

Allons, mieux vaut les passer aux profits et pertes de la météo jupitérienne. Après tout, jadis, on ne se sentait pas solidaires des pestiférés d'Asie septentrionale, alors ! Finalement, se dit l'occidental adipeux transpirant ses cent grammes sur sa tondeuse à gazon, la surpopulation n'est pas un problème. Laissons faire la sélection naturelle.

Heureusement les humanistes veillent à la moralité de nos sociétés graisseuses, certes, mais consciencieuses, ah mais : « Il est scandaleux, lit le lecteur du Figaro du 11 novembre, de constater l'impossibilité des gouvernements à sauver les hommes de la faim. Il serait grand temps que les idéologies cèdent le pas à la solidarité... » Il serait grand temps, mon cher, je ne vous le fais pas écrire, au train où ces cadavres encombrant nos sillons. Des mots, des mots, on veut des mots, bavent les squelettes du Tiers-monde, en lèchant les publicités alimentaires de leur journal favori, journal du libéralisme solidaire et des kermesses de bienfaisance. Question mots, ils sont nourris en effet. Les gouvernements des pays développés réunis à Rome pour embaumer de superlatifs émus 500 millions de momies, rivalisent d'épithètes nourricières et d'adjectifs biologiques. On les sent, comme tous les gouvernements du capitalisme libéral, préoccupés de conserver leur pouvoir en gardant dans le Tiers-monde une main d'œuvre suffisamment gaillarde, productive, efficiente, afin d'y perpétuer le système libre-échangiste dont ils ont le secret. Après tout les seigneurs ont toujours donné le minimum vital à leurs serfs. Alors nourrissons les survivants ! Il y va de notre niveau de vie.

Écoutons ces généreux donateurs, enfin « solidaires » de la misère des autres. Ford, roi de la vente de charité et défenseur patenté du monde libre, déclarait récemment à l'ONU : « Si les arabes continuent à nous emmerder avec leur pétrole, on affamera le tiers-monde ». Il l'a dit. Ford, c'est pas ce qu'on fait de plus fin comme diplomate. Mais il connaît ses dossiers. Les États-Unis, premiers producteurs mondiaux de céréales, peuvent effectivement faire un petit malheur en arrêtant d'exporter blé et soja. Ils ont déjà répliqué à la hausse du pétrole : le prix du blé a quadruplé, celui du maïs a doublé (1). Le Tiers-monde qui devrait importer d'urgence et au prix coûtant 85 millions de tonnes de céréales n'a pas un sou pour les payer. Sauf - et c'est là qu'on retrouve le génie occidental - si ce sont les émirs qui casquent avec leurs pétro-dollars. A Rome les

discussions volaient haut entre marchands de tapis volants.

Quand j'étais petit, on racontait dans les livres d'histoire, avec des sanglots rétrospectifs, la fin du colonialisme, Lyautey, Livingstone, tous ces pacificateurs incompris. Car on n'exploitait pas nos colonies, non, on les pacifiait. A la vue des grands civilisateurs blancs, les indigènes étaient curieusement, du fond de leur brousse, victimes d'une certaine allergie. D'où nécessité de les pacifier en purgeant la savane de ses terroristes, rebelles, fellouzes, viets, etc. Tout ça, c'est fini. Les états sont partis, en tant qu'états, mais ont laissé sur place leurs fondés de pouvoir : les sociétés multinationales. On ne colonise plus. On coopère. Péchiney n'exploite pas l'uranium du Niger ou du Gabon : il met en valeur les ressources minières de ces pays indépendants. Les bourgeoisies locales, élevées à Londres ou Paris, nourries à la mamelle du profit, coopèrent avec l'ex-colon. Exemple : le Sahel.

On a tant pleuré sur la sécheresse, plaie des dieux, qu'on a pas vu l'essentiel : depuis 1950, l'économie locale, vivrière, a été bouleversée par les ex néo-colons qui ont monétarisé les échanges, soumis le paysan à l'impôt (la gabelle de nos aïeux), développé les mono-cultures d'exportation (coton-arachide-ranachs d'élevage), prolétarisé la campagne et gonflé les bidonvilles des capitales. Le paysan et le nomade, qui vivaient en symbiose, se sont retrouvés liés au bon vouloir des « donateurs » et bailleurs de fonds des pays industrialisés. Les techniques capitalistes ont fait merveille : pleurons les passeistes qui n'ont pas su s'adapter à la rentabilité nouvelle. Cette aide technique des riches au Sahel on la retrouve partout : la moitié de la pêche mondiale est convertie en farine de poisson pour le bétail des repus (notre bétail consomme plus de protéines que tous les asiatiques réunis). La « révolution verte », une idée occidentale lancée par la FAO, n'a rien révolutionné du tout. Elle n'a fait qu'enrichir les trusts de la machine-outil et des engrais. Les retombées de cette révolution sont allées aux bourgeoisies rurales des pays pauvres où les maigres sont devenus un peu plus maigres, un peu plus prolétaires, un peu plus asservis.

L'aide qu'on peut apporter au tiers-monde est symbolisée par « l'aide » d'ITT ou d'United fruits en Amérique du sud. Après l'élection du diable marxiste Allende au Chili, ITT écrivait à Kissinger dans une lettre confidentielle (2) : « Plus de huit milliards de dollars ont été déversés en

Amérique latine par des organismes officiels pendant les sept dernières années, avec peu de résultats visibles en matière de développement... L'opinion américaine est atterrée par l'impuissance de ces pays à s'aider eux-mêmes, mécontente du manque de sens des responsabilités et choquée de l'inconscience avec laquelle l'argent des contribuables est gaspillé. Les entreprises privées étrangères elles aussi, sont déçues par l'utilisation politique qui est faite, au mépris de toute morale, de projets de développements qui auraient pu faire, depuis cinquante ans, de l'Amérique latine, une des régions les plus stables du monde... » A cette page d'anthologie, qui aurait pu être écrite par Chirac, (3) Kissinger ne répondit pas. Mais tous les prêts américains au Chili, pays instable, se tarirent. La banque mondiale, dirigée par Mc Namara, supprima les siens. Les cinq grandes banques américaines, liées à Anaconda Corp. (cuivre chilien) réduisirent leurs prêts de 225 à 35 millions de dollars (seule l'armée chilienne, sans doute plus stable, fut gâtée par ses fournisseurs yankees). Une semaine avant le putsh du 11 septembre, le pain manquait à Santiago, le gouvernement américain refusa les crédits destinés à l'achat de 300000 tonnes de blé.

Révélatrice, « l'aide » occidentale au Chili (4). Ses résultats saignants devraient éclairer le tiers-monde. Aide-toi, ITT t'aidera. Sinon, couic ! Pour les flics de la planète, le tiers-monde ne doit pas traverser en dehors des clous. L'aide des riches aux pauvres sera donc sélective, comme toujours, et les millions de morts prévus et annoncés entrent dans un planning rigoureux. Si on leur voulait vraiment du bien, aux pauvres, faudrait arrêter de les aider. Ils s'aideraient tout seuls !...

Mais c'est de l'utopie ! On n'arrête pas les élans du cœur des généreux donateurs « solidaires ». Viens prendre l'air, chérie, y a comme une drôle d'odeur chez les humanistes.

Arthur

(1) Dans le même temps, l'URSS importait du blé américain et l'Europe de l'Ouest apprenait qu'elle dépendait à 80 % des USA pour le soja qui nourrit son bétail. Question indépendance nationale, on a tous bonne mine en Europe !

(2) dans « Chili, les documents du complot d'ITT », 10 F aux éditions Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

(3) « la stabilité, l'utilisation politique, la morale, l'opinion publique mécontentes, les libéraux ont tous le même vocabulaire.

(4) Rappelons que « l'Anaconda Corp. » avait même obtenu l'aide des tribunaux européens contre le cuivre marxiste d'Allende.